L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

ENTREPRISES
GROUPE LOUIS TELLIER, LE TOP CHEF DE L'INNOVATION

FOCUS
L'ALTERNANCE, C'EST TENDANCE !

DOSSIER
EXTERNALISER LES MISSIONS DE L'ENTREPRISE

L'AUTOMNE SERA GOURMAND EN VAL DE LOIRE

Les professionnels de la restauration mettent les petits plats dans les grands pour une animation « Automne gourmand » (lire p.6)

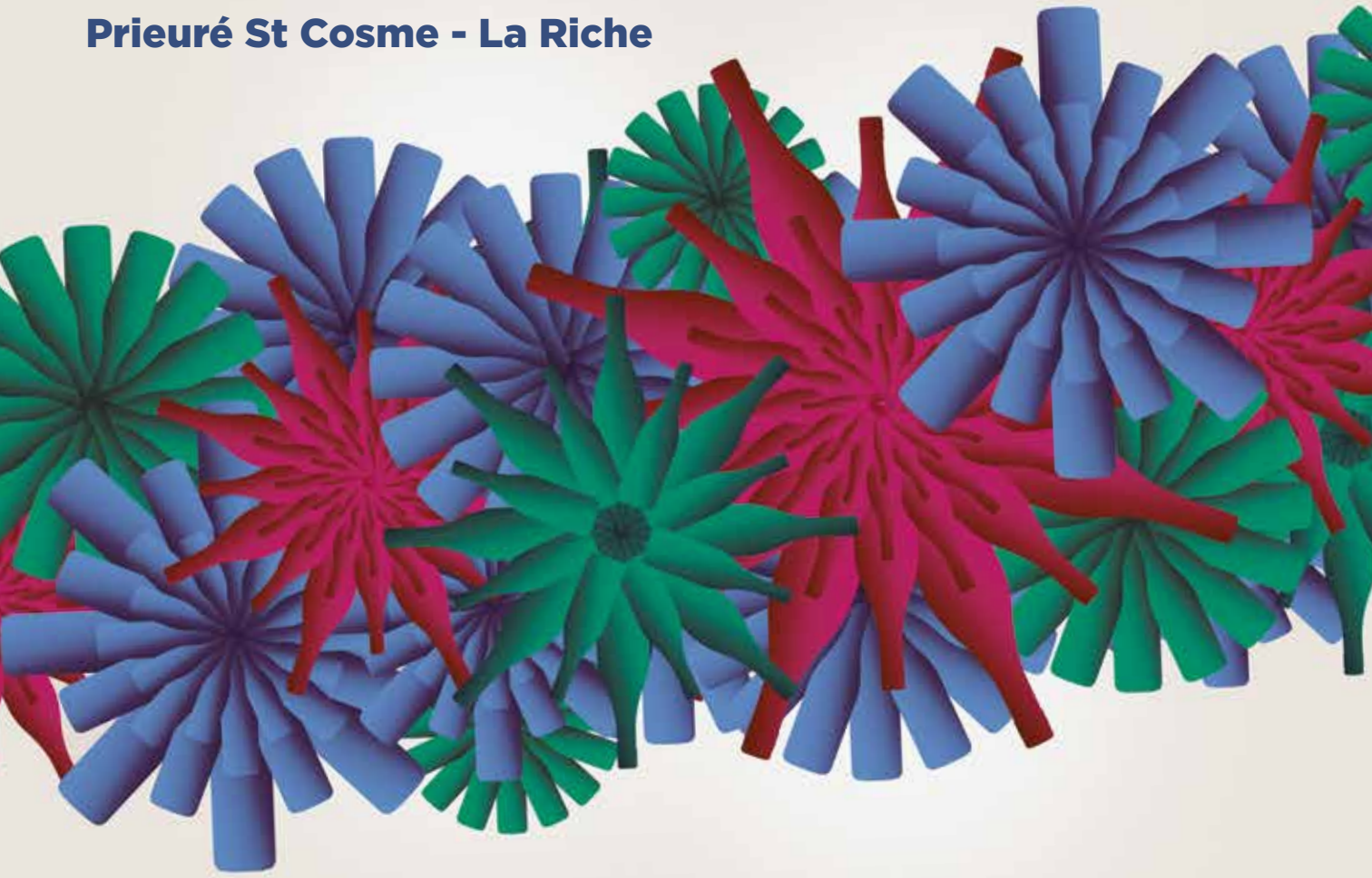
Gratuit **#33**
Novembre / Décembre 2023 édition de L'Indre-et-Loire
www.lepicentre.online

FESTIVAL DES VINS DE TOURAINE

ÉDITION 2023

Informations sur
www.vintouraine.com

Samedi 11 novembre 2023
Prieuré St Cosme - La Riche



TOURAINE
VINS DU VAL DE LOIRE

- **Entrée gratuite de 10h à 18h30**
- **Verre de dégustation 3€**
- **33 domaines**
- **Ateliers culinaires**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Groupama PARIS VAL DE LOIRE
AXÉ'VIGNE L'expertise au cœur du vignoble
Crédit Mutuel
NOUVELLES RENAISSANCE(S) EN CENTRE-VAL DE LOIRE 2023 FRANCE

Novembre / Décembre 2023
ÉDITION DE L'INDRE-ET-LOIRE
Gratuit
#33
www.lepicentre.online

Groupama Up / Espace entreprises
2 avenue de Châteaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot • 06 45 76 98 51
Denis Labrune • 06 86 70 03 85

IMPRESSION
Maury Imprimeur

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
Emmanuel Jeangirard

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

IMPRIM'VERT

PEFC 10-31-1282
Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

ÉDITO

Il était une fois un étudiant en droit. Lassé par les cours à distance pendant la crise sanitaire et les confinements répétés, il réfléchit à se réorienter. Il repense à son rêve de collégien : devenir journaliste. Après quelques recherches sur Internet, il découvre une école de journalisme en alternance. Première interrogation : l'alternance, c'est quoi ? À la fois des cours à l'école et un travail en entreprise. À la fois de la théorie et du concret, de la pratique.

Quelques mois plus tard, cet ancien étudiant en droit est devenu journaliste à L'Épicentre. C'est lui qui a écrit les quelques lignes que vous lisez aujourd'hui.

Alors que 837 000 nouveaux contrats d'apprentissage ont été signés en 2022 dans le secteur privé et public, de nombreux étudiants recherchent tout au long de l'année une entreprise prête à les accueillir. Alors, à tous les chefs d'entreprise qui n'ont jamais pensé à l'alternance, réfléchissez-y ! Car derrière chaque jeune se cache un être humain désireux d'apprendre au quotidien.

Les entreprises, elles aussi, recherchent régulièrement des alternants. Les secteurs en manque de main d'œuvre font le pari de l'alternance et espèrent ainsi créer des vocations. Alors, à tous les jeunes, pensez aussi à l'alternance ! Car une alternance peut aussi, à terme, donner lieu à un recrutement en CDD et/ou en CDI.

Contrairement à une idée reçue, l'alternance ne désigne pas uniquement les contrats d'apprentissage, même s'ils sont majoritaires. Les contrats de professionnalisation (qui concernent les plus de 25 ans) et les stages sont aussi des formes d'alternance. Cette dernière s'adresse donc aussi aux demandeurs d'emploi, aux personnes en reconversion ou celles souhaitant se former en parallèle de leur emploi.

© Freepik

Notre focus du mois sur la formation et l'alternance décrypte le succès de l'alternance en région Centre-Val de Loire. Eh oui, *« L'alternance, c'est tendance ! »*

Retrouvez également, dans cette édition, notre dossier du mois *« Externaliser les missions de l'entreprise »*.

Au nom de toute la rédaction
de L'Épicentre, je vous souhaite
une bonne lecture,

Maxence Yvernault

SOMMAIRE

5 EN BREF

LES TROTTINETTES MAYN DRIVE ARRIVENT À TOURS

SUIVIDEFLOTTE.NET ACCOMPAGNE LE GROUPE DUBOIS DANS LA DIGITALISATION DE SON ACTIVITÉ

6 À LA UNE

L'AUTOMNE SERA GOURMAND EN VAL DE LOIRE

7 ACTUALITÉS

L'ATELIER D'OFFARD, DES PAPIERS PEINTS D'EXCEPTION

GROUPE LOUIS TELLIER, LE TOP CHEF DE L'INNOVATION

18 LE MAG

L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE Fabiola Cusset, dirigeante du Studio Ennoblir

FAMILY BUSINESS Tuchassou, l'appel de la nature plus fort que tout pour la famille Vanier

FORMATION ALTERNANCE Nouveau campus Excelia à Tours

TRANSITIONS Sobre Énergie, acteur de la transition énergétique

34 LE DOSSIER

EXTERNALISER LES MISSIONS DE L'ENTREPRISE

41 STREET-ART

LA CLINIQUE DU STREET-ART : L'ÉPHÉMÈRE FUSION ARTISTIQUE À TOURS

43 DÉCOUVERTE

DE GUTENBERG À L'IMPRESSION 3D : IL ÉTAIT UNE FOIS L'ATELIER-MUSÉE DE L'IMPRIMERIE

46 TOURISME

UN HÔTEL DERRIÈRE LA FAÇADE CLASSÉE

Les trottinettes Mayn Drive arrivent à Tours

Le réseau de trottinettes électriques en libre-service Mayn Drive est installé à Tours et Saint-Cyr-sur-Loire depuis le 1er novembre. La jeune entreprise a été créée en août dernier par deux Tourangeaux, Cyrille Mbape et Anne-Lise Romangeon. Sa création a nécessité trois ans de développement. Le service fonctionne grâce à une application et des bornes. L'application incite les utilisateurs à emprunter les pistes cyclables. Les zones dangereuses sont régulées : par exemple, la circulation est limitée à 5 km/h près des écoles. Les bornes, elles, permettent de réguler le stationnement et ainsi éviter l'anarchie urbaine comme c'est le cas dans d'autres grandes villes. Les partenaires privés tels que Auchan, Marie Blachère, Fitness Park ou encore O'Tacos accueilleront chacun une station de quatre à huit trottinettes. Mayn Drive espère ainsi éviter le fléau des trottinettes jetées dans la Loire !

SuiviDeFlotte.net accompagne le Groupe Dubois dans la digitalisation de son activité

Avec son siège social à Tours, SuiviDeFlotte.net conçoit et commercialise des solutions clés en main de géolocalisation, écoconduite et gestion de flottes de véhicules. L'entreprise réalise 7 millions d'euros de chiffres d'affaires par an et sur ses 50 salariés 25 % travaillent sur la R&D. De son côté, le Groupe Dubois est une menuiserie spécialisée dans l'entretien et la réhabilitation des bâtiments. Installé à Montbazon (37), le groupe est également implanté en Île-de-France. Il réalise 70 millions d'euros de chiffres d'affaires et emploie 410 salariés.

240 véhicules du Groupe Dubois, dont 150 utilitaires, sont désormais connectés à la plateforme SuiviDeFlotte.net. Concrètement, *« la boîte à gant électronique […] donne accès à tous les papiers du véhicule, c'est une sécurité et un gain de temps considérable qui est apprécié ! »*, explique Benoît Chauvin, directeur général du Groupe Dubois. *« La plateforme SuiviDeFlotte, donne une vision globale sur l'état du parc et son utilisation. Nous avons beaucoup de contrats d'entretien et de dépannage, les suivre de façon précise est une plus-value et un gain de temps pour nous. »*

L'automne sera gourmand en Val de Loire

Les responsables des groupements de restaurateurs de la région ont annoncé les programmes de leurs animations le 11 septembre au siège du conseil régional.

Les professionnels de la restauration mettent les petits plats dans les grands pour une animation « Automne gourmand » soutenue par la région Centre-Val de Loire et la CCI régionale. Les associations de restaurateurs de chaque département déroulent leur menu.

Folies culinaires en Indre-et-Loire, quinzaine gourmande en Loir-et-Cher, mois de la gastronomie dans le Montargois, les intitulés varient selon les départements, mais le message principal reste le même : l'automne sera gourmand en Centre-Val de Loire. « *Automne gourmand* », tel est en effet le nom générique de l'opération régionale d'animation de la filière restauration lancée depuis quatre ans par le conseil régional avec le soutien de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Centre-Val de Loire.
Il s'agit pour la région, au même titre qu'avec le dispositif promotionnel « *C du Centre* », de soutenir la production agroalimentaire régionale et le savoir-faire des professionnels de la restauration. « *Les plaisirs de la table sont des éléments constitutifs de l'attractivité touristique,* estime François Bonneau, le président de la région. *En lien avec notre marque régionale C du Centre, c'est aussi un facteur de relocalisation de la production agricole. Il faut donner à nos jeunes agriculteurs des signes d'espoir et d'avenir.* »

Métier passion, métier plaisir

De nombreux chefs cuisiniers et responsables d'organisations professionnelles assistaient au lancement de l'opération le 11 septembre dernier au siège du conseil régional, à Orléans.
Avec sa faconde et son humour caractéristiques, Jacques Martinet, le président de la CCI régionale s'est adressé à eux : « *Vous exercez un métier passion, un métier qui exprime le plaisir d'être ensemble et de bien faire. On est là pour vous accompagner, pour fédérer, vous êtes là pour bosser… ! C'est en jouant collectif que notre région va gagner.* »
Christophe Hay, le chef étoilé du domaine Fleur de Loire à Blois, a livré son témoignage : « *Je voyage beaucoup et je constate que le Centre-Val de Loire est reconnu à l'international aussi bien en raison de son patrimoine que de sa gastronomie. L'Automne gourmand offre une belle opportunité aux professionnels de dynamiser leur activité dans une période parfois un peu plus calme.* »
Tour à tour, chacun des représentants des organisations locales de restaurateurs est venu ensuite présenter son programme personnalisé dans le cadre de l'Automne gourmand en Centre-Val de Loire.
Alors, tout le monde à table, et régalez-vous !

Bruno Goupille

Folie culinaire en Touraine

La période du 6 novembre au 11 décembre sera l'occasion de « *Cinq nouvelles semaines de folie culinaire en Touraine !* »
Une vingtaine de grands chefs vont concocter des repas autour de la thématique « *osmose culinaire entre l'Arc atlantique et le Val de Loire* ».
Surprise : on s'inscrit « *à l'aveugle* », le nom du restaurant n'est dévoilé que quelques jours à l'avance.
Prix unique, boissons comprises : 60 €.
automnalesdelagastronomie@gmail.com
http://www.terres-gastronomie.fr/

La charte d'engagement des restaurateurs participant à l'Automne gourmand leur impose notamment d'utiliser des produits frais, cuisinés sur place et provenant prioritairement de la région. Ils s'engagent à assurer un accueil et un service de qualité et à former leur personnel à la présentation du menu Automne gourmand.

L'Atelier d'Offard, des papiers peints d'exception

Au cœur de Tours, l'Atelier d'Offard confectionne des papiers peints d'exception et collabore avec les plus grandes maisons de couture, les monuments historiques et autres lieux remarquables.

© Atelier d'Offard

L'Atelier d'Offard perpétue le savoir-faire des papiers peints à la planche des grandes manufactures des XVIIIe et XIXe siècles. L'entreprise allie techniques traditionnelles et outils modernes.
« On ne s'intéresse pas au papier peint. C'est lui qui s'intéresse à nous. Le papier peint, c'est une mémoire, une histoire, un lieu. Il y a tout un travail d'expertise en amont pour retracer la vie d'un lieu », explique le fondateur, François-Xavier Richard.
L'atelier d'Offard réalise des reconstitutions pour les monuments historiques et le cinéma, collabore avec les grandes maisons de couture. Parmi ses dernières réalisations figurent l'habillage des murs du restaurant de l'Orient-Express, une grande fresque à l'hôtel Bristol, une collaboration avec Dior à Aspen (USA) ou encore avec le joaillier Boucheron à Shanghai.

Recycler les chutes de papier

« Je cherchais une technique pour recycler les chutes de papier. En cherchant des recettes de papier mâché, je suis tombé sur une recette de carton pierre. Cette technique était très développée en France au XVIIIe siècle, venant démocratiser le décor et le décor en volume. Aujourd'hui, beaucoup de projets nous sont confiés par des maisons de modes, obligées de changer leurs comportements, d'enlever résines et plastiques de leurs décors », indique François-Xavier Richard.

Le carton pierre représente plus de 50 % de l'activité de l'atelier. Le 27 septembre dernier, la Banque populaire Val de France et la Chambre de métiers et de l'artisanat Centre-Val de Loire ont remis le prix régional Stars et Métiers 2023 à l'atelier, récompensant ainsi son savoir-faire et sa pratique du carton pierre.

www.atelierdoffard.com

Camille Colloch

Groupe Louis Tellier, le top chef de l'innovation

Installé en partie à Joué-lès-Tours, le groupe Louis Tellier accompagne depuis 130 ans le plaisir du fait main en proposant des ustensiles de cuisine et de convivialité haut de gamme pour orner les tables des chefs ou la cuisine des passionnés. L'entreprise sait allier au quotidien l'excellence tout en travaillant l'axe de l'innovation.

Le groupe Louis Tellier n'est pas un inconnu des tables des grands chefs ou des aficionados des émissions culinaires du petit écran. L'histoire du groupe démarre en 1887 avec le premier inventeur de génie, à savoir Étienne Gobel (avec ses moules à gâteaux en cuivre et en fer blanc). Soixante ans plus tard, Louis Tellier invente le premier moulin à légumes professionnel du monde et Jean Bron le premier coupe-légumes manuel en acier (mandoline Bron). L'association des trois savoir-faire forme désormais le groupe Louis Tellier. L'entreprise est actuellement dirigée par Jean-Philippe Molinari.
Le savoir-faire français du groupe a été labellisé, ainsi que le rappelle Christelle Carthonnet, responsable marketing produits au sein du groupe : *« Les deux sites de production du groupe sont labellisés "Entreprise du patrimoine vivant", une distinction pour les entreprises françaises aux savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence. »*

Deux millions de moules par an

Le groupe dispose de deux sites de production. Le premier à Joué-lès-Tours est dédié à la fabrication de moules (deux millions sont produits par an) et d'ustensiles de pâtisserie sous la marque Gobel. Le second est à Argenteuil et fabrique des ustensiles de cuisine, sous la marque Louis Tellier. Avec cent collaborateurs sur les deux sites, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 24 millions d'euros.
« Nos produits sont en vente dans plus de 90 pays. Le groupe est connu pour ses innovations. Nous lançons a minima une innovation par univers par an », souligne la responsable marketing produits.
Ces deux dernières années, pour internaliser certains savoir-faire et augmenter les rendements, le site de Joué-lès-Tours s'est agrandi (900 m² supplémentaires).

Tous en cuisine !

« Depuis le Covid, nous avons constaté un bel engouement culinaire. Les gens ont beaucoup cuisiné et ont choisi pour l'occasion de s'équiper », indique Christelle Carthonnet. Cet engouement se confirme à la lecture des audiences d'émissions de télévision comme *« Top Chef »* ou *« Le meilleur pâtissier »* dont le groupe Louis Tellier est partenaire.
Le groupe a également eu l'occasion de travailler avec des influenceurs tel que le tourangeau Dorian Tudeau (@Le coin du pâtissier) suivi par plus de 430 000 personnes sur Instagram. Avec sa box pâtissière, il propose des pâtisseries comparables à des chefs-d'œuvre.
Depuis l'été dernier, dans l'un des bâtiments historiques du site de Joué-lès-Tours le groupe innove encore avec l'ouverture d'un magasin d'usine proposant ses ustensiles. Un bon plan pour (re)découvrir tout l'univers du groupe et se mettre derrière les fourneaux !

Christelle Carthonnet, responsable marketing produits dans le magasin d'usine du groupe Louis Tellier à Joué-lès-Tours.

> *« Nos produits sont en vente dans plus de 90 pays. Le groupe est connu pour ses innovations »*
>
> *Christelle Carthonnet*

www.gobel.fr

Magasin d'usine ouvert du mardi au vendredi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h (19 h le vendredi et le samedi)

Camille Colloch

Vertige a la bouilloire qu'il vous faut !

Lauréat des concours de l'innovation dans le cadre du plan France 2030, Vertige, installée à Saint-Cyr-sur-Loire, propose un électroménager éthique et responsable. Sa bouilloire emblématique s'est écoulée à plus de 750 exemplaires et l'entreprise entend booster son développement.

De son enfance, le fondateur de Vertige, Christophe Baudron, évoque le plaisir de démonter l'électroménager avec son papa électricien. « *Il me disait : l'électroménager français, c'est du démontable, on peut le réparer. Et puis le monde a commencé à changer, l'ère du tout jeter et du tout neuf est apparue.* »
Devenu ingénieur dans l'aéronautique, le fondateur d'Apis CB Consulting a choisi d'incuber une start-up baptisée Vertige en 2021. Son ADN est simple et fort : faire de l'électroménager éthique et responsable. C'est la raison pour laquelle les produits ont conquis un large public de particuliers comme de professionnels.

Origine France garantie

Vertige conçoit des bouilloires à partir de matériaux biosourcés d'origine naturelle minérale et végétale (sans plastique). Certifiées Origine France Garantie, les bouilloires sont 100 % réparables et recyclables.
750 bouilloires ont été vendues à ce jour, à 289 € l'unité. Le prix peut détourner certains acheteurs potentiels, néanmoins l'objectif

affiché par Vertige est clairement de permettre aux consommateurs d'accéder au produit en s'efforçant d'« *augmenter la volumétrie pour baisser le prix. On se bat avec les produits chinois mais une partie de la population cherche à reprendre la main sur sa consommation et à être solidaire. Il faut réfléchir à une nouvelle façon de penser nos achats* ».

Vers une levée de fonds

Vertige recherche actuellement 3 millions d'euros et lance une campagne sur Ulule en plus d'une levée de fonds. Objectif ? Accompagner notamment le développement de nouveaux matériaux et de leur nouveau produit, un grille-pain qui allie, comme la bouilloire, le chic du vintage à la robustesse.

www.vertige.fr

Pour accéder à la campagne participative, rendez-vous sur https://fr.ulule.com/grille-pain-vertige/supporters/

Camille Colloch

(1) Le système de télésurveillance connecté comprend : une centrale, un détecteur de fumée connecté, deux badges, un clavier sirène, une sonde inondation, une plaque signalétique extérieure, un détecteur de mouvement avec prise d'images et un détecteur de choc et d'ouverture. Des solutions modulables disponibles, en pack ou en formule libre. Options supplémentaires possibles. **(2)** D'une valeur de 150 €, du 1er janvier au 30 novembre 2023 pour toute souscription d'une Groupama Box Habitat. **(3)** Jusqu'au 30 novembre pour souscription d'un pack ou d'une formule libre Groupama Box Habitat. Toute résiliation avant 1 an entrainera un remboursement de ce montant par le sociétaire. Abonnement mensuel à partir de 29,90 € (pour un pack correspondant à la télésurveillance d'une habitation avec une porte d'entrée ; deux autres formules disponibles pour 2 ou 3 portes d'entrée ainsi qu'une formule libre). Ces 2 avantages sont cumulables. Groupama Box Habitat est un service de télésécurité des biens de **COFINTEX** 6 SA, Société Anonyme au capital de 4 128 449 Euros, immatriculée au RCS de PARIS 410 620 660 - Siège social : 8-10 rue d'Astorg 75008 PARIS. La société Cofintex 6 SA est titulaire de l'autorisation d'exercer N°AUT-094-2113-03-02-20170370598, délivrée par le C.N.A.P.S. Conformément au Code de la sécurité intérieure, l'autorisation d'exercer ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. La gestion des souscriptions est déléguée par **COFINTEX** 6 SA aux Caisses Régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles Groupama, entreprises régies par le Code des assurances et soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. **GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE** - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de Loire - Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony cedex - 382 285 260 RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest - 75009 Paris. www.groupama.fr - Document et visuel non contractuels. Crédit photo : Shutterstock - Création : communication commerciale et digitale Groupama Paris Val de Loire - Impression : Inore groupe - 10/2023.

Groupama PARIS VAL DE LOIRE

Le Club de la presse Centre-Val de Loire : un atout pour les dirigeants d'entreprise

Au-delà de son rôle traditionnel de promotion de l'éthique journalistique et de communication responsable, le Club de la presse Centre-Val de Loire (CPCVL) se positionne comme levier stratégique pour les dirigeants et les décideurs de la région Centre-Val de Loire. En effet, en plus de représenter l'ensemble de l'expression journalistique de la région, il sert de vitrine privilégiée pour mettre en avant les initiatives innovantes et offre aussi les clés pour mieux discerner les informations fiables..

De gauche à droite : Laurent Bigot, Élodie Cerqueira, Anne-Sophie Laure, Aurélie Dunouau, Bruno Delor et Alexia Mellier.

Après des années marquées par les défis inédits de la pandémie nationale, le club de la presse de Tours émerge avec une nouvelle vigueur sous la présidence d'Élodie Cerqueira, journaliste et formatrice en Éducation aux médias et à l'information (EMI), et de son nouveau bureau. Dans une ère où la confiance dans les médias est mise à l'épreuve et où la désinformation se propage sans entraves, le Club de la presse Centre-Val de Loire (CPCVL) s'affirme comme un acteur régional essentiel pour le développement d'une presse responsable et d'une communication éclairée.
Alors que 677 journalistes détiennent une carte de presse en région Centre-Val de Loire (donnée du 29 novembre 2022 – CCIJP), le club s'engage à être le porte-voix des préoccupations et des défis rencontrés par les professionnels de l'information. Le pôle pigistes, créé depuis 2009, en est la parfaite illustration. Ce statut, bien qu'offrant une certaine flexibilité, peut être associé à des difficultés particulières, notamment l'isolement professionnel. Les rencontres régulières du club permettent de discuter des défis spécifiques auxquels ils sont confrontés. *« Le club favorise un écosystème d'échanges et de réseautage professionnel via des déjeuners mensuels, des rendez-vous thématiques, des rencontres informelles »*, précise Élodie Cerqueira.

Une nouvelle impulsion : le pôle EMI pour une éducation renforcée

Ce club n'est pas qu'un entre-soi car, dans un monde où les médias jouent un rôle crucial dans la formation de l'opinion publique, l'Éducation aux médias et à l'information (EMI) est devenue un outil nécessaire pour cultiver une société critique et informée. Dans ce contexte, il y a comme une urgence et le club de la presse reste le lieu privilégié pour promouvoir cette éducation, en éveillant la curiosité et en dotant de compétences pour décoder, analyser et évaluer de manière critique l'information médiatique. *« Le club vise à créer un réseau régional d'acteurs engagés comprenant des journalistes, des enseignants, des institutions et des associations. L'objectif est de fédérer afin de répondre aux besoins croissants de sensibilisation et de formation, tout en renforçant la confiance dans le journalisme et les sources d'information fiables »*, stipule la présidente de CPCVL.
Le renouveau du Club de la presse témoigne de son engagement à jouer un rôle prépondérant au sein d'un paysage médiatique en constante mutation. Et en tant que carrefour d'échanges et de rencontres entre les acteurs des médias, le CPCVL souhaite également offrir une visibilité accrue aux innovations locales et aux initiatives entrepreneuriales émergentes.

club-presse-valdeloire.fr

Sophie Manuel

Les membres du conseil d'administration du Club de la presse Centre-Val de Loire

- Présidence : Élodie Cerqueira // Journaliste et formatrice EMI
- Trésorier : Laurent Bigot // Directeur de l'École publique de journalisme de Tours (EPJT)
- Secrétaire générale et vice-présidente en charge du pôle communication : Anne-Sophie Laure / Directrice de la communication à l'université de Tours
- Vice-présidente déléguée au Loir-et-Cher : Anne-Sophie Perraudin / Journaliste
- Vice-présidente en charge du pôle journalistes : Aurélie Dunouau / Journaliste
- Vice-président pour l'Indre-et-Loire et représentant des assises du journalisme : Mathieu Pays / Gérant associé de Projectil-Sogepress
- Administrateur : Bruno Delor / Fondateur de la radio libre Cité Radio

L'usine Ultima à La Chapelle-Vendômoise s'agrandit

Située à La Chapelle-Vendômoise (41), l'usine Ultima est en France la seule de la marque, qui prévoit des investissements financiers et humains pour, notamment, l'agrandir. L'objectif ? Augmenter la capacité de production de 20 % en quatre ans.

Affinity Petcare est un groupe familial espagnol et une entreprise de taille intermédiaire (ETI). Ultima, sa marque principale, propose de la nourriture pour animaux de compagnie. Elle représente la première marque française sur le segment chiens et sur le naturel, et le premier contributeur à la croissance du segment chats. Créée il y a 20 ans, la marque entend se développer grâce à un plan de croissance, notamment dans son usine de La Chapelle-Vendômoise. Aujourd'hui, l'usine loir-et-chérienne produit 120 000 tonnes de croquettes à l'année et emploie 115 salariés. 95 % de la production est vendue en France, le reste étant destiné à l'Espagne et l'Italie. Ainsi, 95 % des clients sont livrés en moins d'un jour. « *L'objectif est de livrer et servir le client le plus rapidement possible, tout en prenant conscience du coût et des conséquences environnementales,* explique Jean-François Lefebvre, directeur de l'usine depuis 2010. *Ultima a choisi de s'installer en région Centre-Val de Loire. L'approvisionnement local en céréales est un atout qui perdure aujourd'hui. L'usine est bien située.* »

Des investissements humains et financiers

Concrètement, le plan de croissance prend la forme d'investissements financiers et humains. L'usine de La Chapelle-Vendômoise s'agrandit depuis 2014 et poursuit en ce sens. La surface plancher de l'usine est passée de 9 100 m² en 2013 à 13 600 m² en 2023. L'achat de terrains de 6,6 hectares est en cours et s'ajoutera au site actuel de 6,7 hectares. Ces investissements

Une chaîne de production.

financiers permettent le renouvellement des machines de l'usine et d'avoir des chaînes de production plus récentes. À terme, l'usine entend augmenter sa capacité de stockage, faire une extension de sa ligne de conditionnement et installer une cinquième ligne de production. La marque souhaite également augmenter la capacité de son atelier viande, déjà agrandi deux fois. « *La viande fraîche représente 25 % de la recette en moyenne,* poursuit Jean-François Lefebvre. *Elle arrive en direct de l'abattoir.* » Le nouvel atelier viande devrait être livré fin 2026.

Une trentaine de postes créés d'ici à quatre ans

Les investissements sont aussi humains. « *Quand je suis arrivé dans l'usine il y a vingt ans, il y avait 70 salariés,* explique le directeur. *Aujourd'hui, il y en a 115.* » Une dizaine de postes supplémentaires sont en train d'être créés. D'ici à quatre ans, ce sont une trentaine de postes qui vont être ajoutés, principalement sur la partie opérationnelle et l'encadrement.

« *Depuis 20 ans, la croissance d'Ultima a été continue et s'est accélérée* », conclut le directeur. Désormais, l'objectif pour l'usine est d'augmenter sa capacité de production de 20 % dans les quatre ans.

Maxence Yvernault

Réseau PRAXY
CAP RECYCLAGE
COMBUSTIBLE SOLIDE DE RÉCUPÉRATION
Nous vous proposons une solution durable pour l'amélioration de la gestion de vos déchets complexes.
+ substitution énergies fossiles
+ alternative durable à l'enfouissement
+ de valorisation
− de rejets de CO2
Contactez-nous !
Z.I. de Saint-Malo n°2
37320 Esvres
cap.recyclage37@chavigny.fr
06 20 10 40 38
© CAP RECYCLAGE. Tous droits réservés.

Surendettement, l'affaire de tous

Comme chaque année, l'Observatoire de l'inclusion bancaire (OIB) présentait en milieu d'année son rapport sur la fragilité financière des Français. Dans un contexte inflationniste dur, si le nombre de dossiers déposés n'augmente certes pas, la vigilance reste de mise.

Malgré les mesures de précautions, le surendettement persiste. Et dans le contexte inflationniste actuel, il est presque surprenant que le nombre de dossiers déposés n'augmente pas. En région Centre-Val de Loire, leur nombre à la fin du mois de mai était stable et même en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente. Malgré tout, la région reste au-dessus de la moyenne nationale, avec 245 dossiers déposés pour 100 000 habitants, contre 208 au niveau national.
« *On note de vraies disparités par département,* détaille le directeur régional adjoint de la Banque de France, Benoît Ehret. *L'Indre enregistre 295 dépôts pour 100 000 habitants en 2022, quand le Loir-et-Cher n'en compte que 204, l'Indre-et-Loire 218, le Loiret 239, le Cher 261.* » L'Eure-et-Loir enregistre, lui, 288 dépôts pour 100 000 habitants (1 000 dossiers au total), ce qui peut s'expliquer par le fait que bon nombre de gens sont venus s'installer dans ce département limitrophe de l'Ile-de-France après le Covid, sans anticiper les coûts induits de leur migration.

Globalement la situation ne se dégrade pas

« *Il semble que les gens attendent moins,* explique Benoît Ehret, *et vont vers les structures d'accompagnement. Ces dernières travaillent à l'amiable, mobilisent des fonds dédiés, mieux et plus qu'avant. Les acteurs départementaux sont mieux mobilisés. Conséquence, les dossiers qui arrivent à la Banque de France sont plus durs.* »
À noter que cette dernière ne fait que les instruire, laissant aux banques le soin de les gérer. C'est donc l'ensemble du monde bancaire qui garde un œil attentif sur les courbes, notamment celle du Fichier central des chèques (FCC), qui tendait à remonter au mois de mai.
Si globalement les indicateurs sont stables, beaucoup de Français sont concernés, y compris les salariés. Plus de quatre millions de gens sont fragiles. Le surendettement

La Banque de France compte plus de cent implantations en France. Par ses missions de service public aux particuliers, elle participe à l'inclusion financière, et notamment au traitement des dossiers de surendettement.

n'est pas seulement dû à la surconsommation, mais souvent aux charges courantes à assumer. Il suffit d'un accro comme un véhicule qui tombe en panne pour que la machine se grippe. Rappelons que le seuil de pauvreté correspond pour une personne seule à un revenu mensuel disponible de 1 102 € après impôts et prestations sociales.
Alors Benoît Ehret insiste : « *Il faut encore communiquer sur les aides existantes et les mobiliser. La Banque de France reste un lieu de recours dont il ne faut pas avoir peur. La procédure de surendettement est une façon de planifier les échéances, avec certes des conséquences en termes de fichage, mais qui s'effaceront au fil du temps.* »
Avant de conclure : « *Il ne serait pas idiot que l'OIB soit élargi aux principaux créanciers régionaux comme EDF ou GRDF. Il y a des expérimentations en cours dans d'autres régions. Il faut mettre tout le monde autour de la table pour accompagner.* »

Stéphane de Laage

Focus

L'OIB est une instance présidée par le gouverneur de la Banque de France. Il regroupe dix-huit membres, parmi lesquels les principales enseignes bancaires, les pouvoirs publics et certains représentants du monde associatif comme le Secours catholique, des structures d'accompagnement des ménages en difficulté financière, ou des structures comme le Pimms 45 (Point information médiation multiservices) de Montargis qui est un « *point conseil budget* ».

Le V.I.E, un dispositif qui coule de source pour Antea Group

Le V.I.E ou Volontariat International en Entreprise est un dispositif sécurisé par l'État français qui permet à une entreprise de confier une mission professionnelle à l'étranger de 6 à 24 mois à un jeune talent français ou ressortissant européen, âgé de 18 à 28 ans en début de mission. Retour d'expérience de l'entreprise Antea Group.

Pascal Voyeau, directeur général d'Antea Group.

Société d'ingénierie, spécialiste de l'environnement, notamment du cycle de l'eau et des infrastructures, Antea Group a toujours eu recours au Volontariat International en Entreprise.

Avec des missions de 12 à 24 mois, généralement sur le continent africain, les jeunes V.I.E ont une influence réelle, positive sur les projets de développement au long cours de cette entreprise historiquement issue du BRGM (service géologique national français).

« Sur 2022-2023, nous comptons six V.I.E, débrouillards, volontaires, ils savent très bien faire face à des situations qui permettent de les responsabiliser. À l'issue de leur mission, ils bénéficient d'une expérience à l'international et intègrent durablement l'entreprise, ce qui est très précieux dans le développement de notre activité et pour remporter des appels d'offres ! », souligne le directeur général d'Antea Goup, Pascal Voyeau.

Ainsi, actuellement la jeune Marine travaille à l'installation de 200 points d'eau potable dans les villages du Bénin. Mission similaire au Tchad pour Julien qui intervient pour le compte du Ministère de l'hydraulique quand Zakaria supervise des travaux d'infrastructures hydroagricoles à Djibouti. Basée depuis quelques mois à Pristina, au Kosovo, Clémence travaille à la construction d'une station d'épuration. *« Ces expériences sont très importantes au regard des contrats confiés par les grands bailleurs de fonds (AFD, Banque Mondiale…). Nous accompagnons les V.I.E avec nos équipes françaises et locales »*, complète le directeur.

La gestion administrative du V.I.E par Business France (Congés payés, visas…) constitue un réel atout aux yeux de Pascal Voyeau, notamment dans des zones géographiques instables politiquement. *« C'est très sécurisant et cela devient même un avantage compétitif qui nous permet d'être présents par exemple au Sahel, au Benin. Nous apprécions la souplesse de l'accompagnement, le support de Business France et le lien avec les ambassades de France »*, relève Pascal Voyeau. Les V.I.E donnent également lieu à de belles carrières professionnelles.

Ainsi, un responsable commercial d'Antea Group au Brésil, n'a-t-il pas débuté sa carrière comme V.I.E en 2018 à São Paulo ? Bertrand, directeur de projet « Eau » d'Antea Group à l'international a, lui aussi, poussé la porte de l'entreprise, il y a quelques années comme coopérant avec une première mission au Yémen.

Les aides financières de la région Centre-Val de Loire

Subvention forfaitaire de 5 000 € dans la limite de 2 recrutements par an par entreprise.
D'autres dispositifs de soutien aux entreprises sont disponibles.
Pour en savoir plus : ***businessfrance.fr/vie***

Olivier Loriot, président du pôle de compétitivité S2E2

Pôle de compétitivité, S2E2 est dédié à l'accompagnement de projets innovants et au renforcement de la compétitivité d'entreprises dans le domaine des énergies, sur trois régions dont le Centre-Val de Loire. Rencontre avec son président, Olivier Loriot.

Riche d'une expérience de 20 ans dans le monde de l'énergie en France et à l'étranger, Olivier Loriot, directeur régional d'Enedis en Centre-Val de Loire, donne sa vision de la présidence du pôle S2E2 : *« C'est une forme de prolongation de mes missions au sein d'Enedis. Le fort ancrage territorial d'Enedis allié à mes compétences dans l'énergie font sens pour contribuer au développement du pôle S2E2. »*
Dédié à l'innovation dans le domaine des énergies, S2E2 fédère une communauté de plus de 240 membres (groupes, entreprises, organismes de recherche et de formation). Ses treize collaborateurs accompagnent les adhérents sur trois régions : Centre-Val de Loire, Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine. Olivier Loriot précise que *« la région Centre-Val de Loire est une région industrielle et pas seulement touristique. Elle a des atouts, comme un solide tissu industriel, du foncier pour permettre de développer des énergies renouvelables avec des filières dans l'hydrogène, la microélectronique ou le photovoltaïque, parmi tant d'autres. »*
Depuis sa création, le pôle S2E2 a labellisé plus de 700 projets innovants, dont près de 400 ont pu obtenir un financement, pour un montant d'aides publiques de 545 millions d'euros. *« Le label S2E2 décerné par le conseil scientifique indépendant du pôle est un atout majeur pour l'obtention de financements publics »*, souligne le président.

> *« Notre finalité est d'aider les entreprises pour assurer leur croissance et le développement de leurs innovations technologiques »*

Le pôle a quatre domaines d'activité stratégiques allant des réseaux électriques intelligents aux bâtiments et territoires intelligents, en passant par les systèmes électriques pour les mobilités et l'électronique.
Loin d'être un écosystème réservé aux grandes entreprises, le président rassure : *« Notre finalité est d'aider les entreprises pour assurer leur croissance et le développement de leurs innovations technologiques. »* L'accompagnement personnalisé des adhérents se traduit également par l'organisation d'événements dédiés et de formations.

Cap vers 2026

Reconduit en mars 2023 par l'État pour quatre ans, le pôle S2E2 met désormais le cap sur 2026. *« L'accent est mis notamment sur la dimension européenne des pôles de compétitivité. Nous devons être davantage présents au niveau de l'Europe, accentuer les recherches de guichets et de marchés européens. Au sein du pôle S2E2, nous sommes très en avance de ce côté-là, avec deux collaborateurs à Bruxelles. Nous aidons déjà les entreprises à trouver des nouveaux débouchés et financements. En sus, nous nous sommes fixés des objectifs tels qu'augmenter de 25 % le nombre de projets financés, franchir le cap des 280 adhérents en 2026, et accompagner les adhérents sur du financement privé »*, ajoute le président. Grâce à un programme très complet allant de l'émergence de projets à la valorisation des produits et services issus de ces projets dans un contexte de changement climatique et de croissance verte, S2E2 a tout bon !

Olivier Loriot, président du pôle S2E2.

www.s2e2.fr

Conférence le 14 décembre 2023 : « Énergies renouvelables en région Centre-Val de Loire : vers une transition énergétique durable » Espace Clos neuf à Joué-lès-Tours de 9 h 30 à 14 h.

Camille Colloch

Lovaltech, le made in France du vaccin nasal

Sur l'application « TousAntiCovid », on peut lire : « C'est la fin d'un chapitre… mais pas la fin de l'aventure ». Pour confirmer ces propos, les fondateurs de la start-up Lovaltech portent le développement d'un vaccin nasal anticovid.

Après une carrière menée dans l'industrie pharmaceutique, Patrick Barillot a choisi de relever, avec trois associés – Isabelle Dimier-Poisson, Mathieu Epardaud et Nicolas Aubrey – le défi de l'entrepreneuriat. Pour lui, *« la recherche académique n'ayant pas vocation à aller plus loin, il a fallu créer une start-up pour porter ce projet centré sur les vaccins protéiques à administration nasale s'appuyant sur les travaux d'Isabelle et de son équipe ».*
Isabelle Dimier-Poisson, professeur en immunité anti-infectieuse à l'université de Tours et responsable de l'équipe « BioMAP » de l'unité mixte de Recherche infectiologie et santé publique, travaille depuis 15 ans sur les vaccins nasaux.
La start-up de biotechnologie Lovaltech est, depuis sa création, attachée au territoire local. *« Notre vaccin est développé dans un laboratoire de recherche publique en province et tous nos prestataires et collaborateurs sont en France. »*

Patrick Barillot et Isabelle Dimier-Poisson, à Tours.

Associée à Aptar Pharma, Lovaltech est lauréate « France 2030 » pour le développement de son vaccin par voie nasale associé à un dispositif médical dédié.

Premier essai clinique en France

« Les résultats impressionnants obtenus lors des essais précliniques ont démontré que notre vaccin offrait une protection contre les formes graves de la maladie et bloquait la transmission du virus, quels que soient les variants. La validation de ces résultats par des essais cliniques en 2024 est donc l'ultime étape avant l'approbation réglementaire de notre premier vaccin », indique Isabelle Dimier-Poisson.

Camille Colloch

Territoire d'industrie Grand Est Touraine, au service de l'industrie locale

La réindustrialisation est un enjeu de souveraineté. Avec la labellisation de l'État « territoire d'industrie » depuis 2018, quatre communautés de communes de l'Indre-et-Loire ont développé une offre de services à haute valeur ajoutée à destination des acteurs industriels du territoire.

Lancé en 2018 par Emmanuel Macron, le programme national *« territoire d'industrie »* est une stratégie de reconquête industrielle par les territoires. 70 % de l'emploi industriel se situe en dehors des métropoles, dans les territoires périurbains, ruraux et villes moyennes.
Le programme vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie : développement des compétences industrielles, formation, mobilité des salariés, écosystèmes d'innovation, attractivité des territoires et des métiers industriels, accélération de la transition écologique, disponibilité du foncier, ou encore revitalisation des friches industrielles.
Depuis 2018 et sous l'impulsion du député Daniel Labaronne, quatre communautés de communes ont décidé de collaborer pour obtenir ce label (Bléré-Val de Cher, Castelrenaudais, Touraine-Est Vallées et Val d'Amboise).
« Le territoire d'industrie "Grand Est Touraine", à travers un plan d'actions commun et évolutif, valorise et développe le tissu industriel local en favorisant l'évolution et la mutation des industries notamment sur la digitalisation, l'écologie industrielle et les ressources humaines. Nous avons cette chance d'être sur un territoire à taille humaine dans lequel les communautés de communes sont toutes sur le même département. Cela facilite des échanges », précise Bernard Garnier, président de l'association des industriels du Castelrenaudais.

La concrétisation de ce beau projet est le fruit d'un travail collaboratif et continu avec les institutions (région Centre-Val de Loire et État), les entreprises industrielles du territoire et les partenaires locaux (chambres consulaires, organismes de formation, Pôle Emploi…), tous très engagés.

Offre de service sur mesure

Au quotidien, deux collaboratrices – Christine Chambard, animatrice Actions RH et GPECT, et Justine Pineau, animatrice Programme – sont en charge de rencontrer les entreprises, de leur simplifier les démarches administratives, d'animer des actions en lien direct avec le projet. L'un des événements à venir est une conférence sur la place des femmes dans l'industrie et la mise en avant de huit femmes accompagnées par le Crépi.
À l'occasion de la semaine de l'industrie, du 27 novembre au 3 décembre 2023, Christine et Justine seront sur tous les fronts. Présentes au salon Made in Val de Loire le 7 novembre au Vinci, elles proposeront un jeu d'orientation réalisé par Monkey Tie pour faire découvrir des métiers. Elles pourront également compter sur des entreprises pour présenter les métiers de l'industrie. *« L'industrie ce n'est pas Zola. Intéressez-vous à elle et vous le verrez : cela peut être très esthétique, valorisant, et ça paie bien »*, conclut Christine Chambard.

Justine Pineau (à g.) et Christine Chambard, collaboratrices du territoire d'industrie Grand Est Touraine.

> *« L'industrie ce n'est pas Zola. Intéressez-vous à elle et vous le verrez cela peut être très esthétique, valorisant, et ça paie bien »*
>
> *Christine Chambard*

Informations : christine.chambard@touraine.cci.fr ; j.pineau@touraineestvallees.fr, ou 02 47 50 80 94

Camille Colloch

Banque de France : Christian Delhomme succède à Marie-Agnès de Montbront au poste de directeur régional

Christian Delhomme n'est pas du genre à rester dans son bureau. Fin connaisseur du monde de l'entreprise, il aime en découvrir les ateliers, écouter et comprendre les marchés. Nul doute que sa formation à Sciences Po fut déterminante, tout comme son DEA d'économie appliquée qu'il conclut par un mémoire sur « les déterminants de l'implantation des entreprises et des particuliers ». L'économie territoriale est, à l'évidence, l'un de ses moteurs. Mais il en a d'autres, comme le sens public et le service au public.

À l'aube des années 1990, alors que naît la loi Neiertz, Christian Delhomme entre à la Banque de France, qui vient d'hériter du secrétariat du surendettement. *« Outre l'organisation du service dans toutes les agences de France, il a fallu apprendre à gérer les émotions et ouvrir l'institution au public »*, raconte-t-il. L'humain est un autre ressort de Christian Delhomme, attentif à ce que le pouvoir réglementaire serve le bien commun.
Les outils les plus pointus du monde bancaire lui sont tout aussi familiers, notamment pour avoir œuvré à la dématérialisation des moyens de paiement scripturaux et pratiqué l'interbancarité ; pour avoir aussi travaillé à l'international avec le Comité de Bâle dans les pays du G10 de l'époque.
Retour à Paris pour des missions plus terre à terre que sont l'informatique, puis l'entretien de la monnaie fiduciaire, avant de prendre la direction de la Banque dans le Pas-de-Calais en 2015, puis dans les Alpes-Maritimes à Nice en 2019.
À 57 ans, Christian Delhomme arrive donc en Centre-Val de Loire, une région qu'il connaît peu mais dont il apprécie les attraits touristiques. Région riche de nombreuses entreprises industrielles qu'il compte visiter aussi et faire adhérer, *« dans un esprit de confiance »*, au développement écoresponsable.

Stéphane de Laage

Fabiola Cusset est la dirigeante du Studio Ennoblir, spécialisé dans la création d'identités de marques d'entreprises et de personnes. Cette entrepreneuse dans l'âme a toujours baigné dans l'univers de la communication. À quinze ans, elle animait plusieurs Skyblog, puis elle est passée à la création de sites Internet, s'est formée aux métiers du multimédia et de la communication, pour enfin rejoindre l'entreprise Easyflyer où elle est restée pendant sept ans. Le départ de son patron, fondateur de l'entreprise, a été le déclic pour créer sa propre structure en 2020.

Être entrepreneur

◆ Si vous deviez compléter la phrase suivante, vous diriez quoi ? « Pour passer de l'idée au projet, il faut un peu de… et beaucoup de… sans trop de… pour y arriver. »

Qu'il ne faut pas attendre d'avoir quelque chose de parfait pour se lancer, il faut avoir beaucoup de passion et de volonté, un peu d'égo aussi. C'est-à-dire, avoir cette capacité à se dire *« Je fais ce que je veux, et si ça ne me convient pas je ne le fais pas »*. Quand j'ai une idée en tête, j'y vais, ça ne marche pas toujours, mais au moins, je tente. Pour la stratégie d'entreprise, il faut avoir cette force de caractère, mais pour son développement et sa rentabilité, il faut aussi pouvoir s'adapter au client. Les projets, on ne les fait pas pour nous, mais pour eux. C'est un équilibre à trouver.

Business Model

◆ Vous préférez rester dans votre bureau ou aller sur le terrain ?

Je pense que je suis un peu schizophrène [rires] ! J'ai deux personnalités complètement différentes. Par moments, je vais beaucoup sortir, faire des rencontres et communiquer. Je sais que je peux passer pour quelqu'un d'extraverti, mais en réalité je ne suis pas toujours à l'aise et pour compenser j'ai besoin de m'isoler dans ma grotte pour prendre du recul et travailler sur mes projets. Ça peut être de longues périodes, comme cet été, où je réfléchis, je prévois. Je peux rester chez moi sans un bruit et sans croiser quelqu'un pendant plusieurs jours, j'adore le silence.

Parlons ambition

◆ comment voyez-vous votre entreprise dans dix ans ?

Je suis en train de faire mes prévisions financières pour savoir quel chiffre d'affaires je dois dégager pour embaucher trois salariés, avoir un bureau et du matériel. Ce que je veux, c'est créer de l'emploi et offrir un espace laissant libre place à la créativité.

Parlons de vous

◆ Si vous deviez choisir un mentor, qui serait cette personne ?

Fabien Prêtre, mon ancien patron, m'a forcément influencée. Quand je suis arrivée chez EasyFlyer, nous étions à peine dix, j'ai grandi avec l'entreprise et mes collègues. Quand je suis partie, nous étions plus de cent, j'ai vu tout le développement s'opérer. Mais je dirais que mes inspirations ont été multiples, ce ne sont pas des personnes mais un univers qui m'a toujours guidée. J'ai été élevée dans une cité, la banlieue me plaît beaucoup, pour toutes les valeurs qu'elle dégage : le partage, la vie en collectivité, cette envie de s'en sortir. Bien sûr, il y a des manques, que j'aimerais venir combler.

◆ Quel est votre péché mignon ?

Le gâteau au chocolat, en fait tous les produits sucrés ! J'adore le grignotage, mais c'est horrible, depuis que j'ai entrepris, j'ai pris dix kilos [rires] ! Aussi, j'aime bien me détendre en regardant des documentaires sur Netflix sur les arnaqueurs ou les conditions des personnes racisées, tout ça apprend beaucoup sur la psychologie du genre humain.

Émilie Marmion

Tuchassou, l'appel de la nature plus fort que tout pour la famille Vanier

Nous avons décidé de bousculer un peu les règles pour cette édition de la rubrique « Family business ». Ainsi, nous ne vous parlerons pas d'une success story transmise sur plusieurs générations, mais d'une toute jeune entreprise, créée il y a trois ans par les sœur et frère Montaine et Loup Vanier. Ils nous expliquent comment, a à peine trente ans, ils ont décidé de fonder ensemble une entreprise en s'appuyant sur leur profond attachement à la nature et leur complicité de toujours.

Quand on a été élevé par des parents aventuriers (leur père est l'explorateur, écrivain et réalisateur Nicolas Vanier), qu'on a vécu en pleine Sologne, goûté aux plaisirs simples des jeux en forêt et de la cueillette de champignons, on a eu beau faire des études supérieures, aller à la ville, il y a un moment où l'on a beau chasser le naturel il revient au galop. C'est en quelque sorte l'histoire de Montaine et de Loup. Après avoir longtemps fui la campagne pour vivre la frénésie citadine à Paris, New-York et Londres, l'aînée de la famille a retrouvé la joie dans la simplicité d'une balade en forêt après le boulot. Un bonheur partagé avec son frère pendant la période du confinement, qu'ils ont passé dans leur domaine familial de Neuvy-en-Sullias (45). Pour Loup, c'est un peu différent, sportif, il a toujours eu ce besoin récurrent de se plonger dans la nature et d'être au contact de la vie sauvage.

Partager leur vision commune

C'est donc pendant le Covid-19 qu'est née Tuchassou. Leur entreprise prône des valeurs qui leur sont chères : celles du respect de l'environnement et de la défense de la chasse naturelle et raisonnée. Leur service répond au besoin de faciliter la mise en relation entre des propriétaires de territoires de chasse et des chasseurs en quête d'une pratique honorable. *« Notre leitmotiv, c'est avant tout d'expliquer au quotidien notre posture de la chasse responsable et durable : le fait d'avoir des territoires ouverts qui laissent la place aux animaux sauvages. On travaille avec des forestiers, des agriculteurs, les élus des territoires, les groupements de chasseurs, etc. »*, expliquent-ils. C'est avec patience, dialogue et pédagogie qu'ils ont su se tisser un réseau bien étoffé. Dans leur aventure, ils peuvent compter aussi sur le soutien de leurs amis et de leur famille, toujours à leurs côtés sans pour autant s'immiscer. *« Nos parents nous ont toujours fait confiance, ils sont des facilitateurs »*, témoignent-ils.

La fraternité comme alliée

Nul doute que leur héritage familial n'est pas pour rien dans leur soif de découverte et d'entreprendre, tout comme dans leur complicité. *« Bien sûr, nous ne sommes pas toujours d'accord, d'ailleurs on ne s'est jamais autant chamaillés que depuis qu'on a monté l'entreprise, mais ça ne dure pas très longtemps, on se dit les choses sans filtre, l'avantage de gérer en famille c'est que ça ne pourrit pas dans l'œuf, notre relation frère-sœur prime avant toute chose »*, explique Loup. *« Et puis, ajoute Montaine, l'avantage, c'est que Loup n'est pas rancunier, même dans nos engueulades nous sommes complémentaires »* (rires). Ils ont su identifier leurs forces et faiblesses respectives pour agir en complémentarité, au profit de leur entreprise qui ne cesse de grandir. Ils ont d'ailleurs développé une seconde activité en parallèle, avec la location de gîtes sur leur domaine familial. Un bon moyen pour eux de conserver leur patrimoine et de faire découvrir au plus grand nombre tout ce qui a forgé leurs personnalités si attachantes.

Montaine et Loup Vanier.

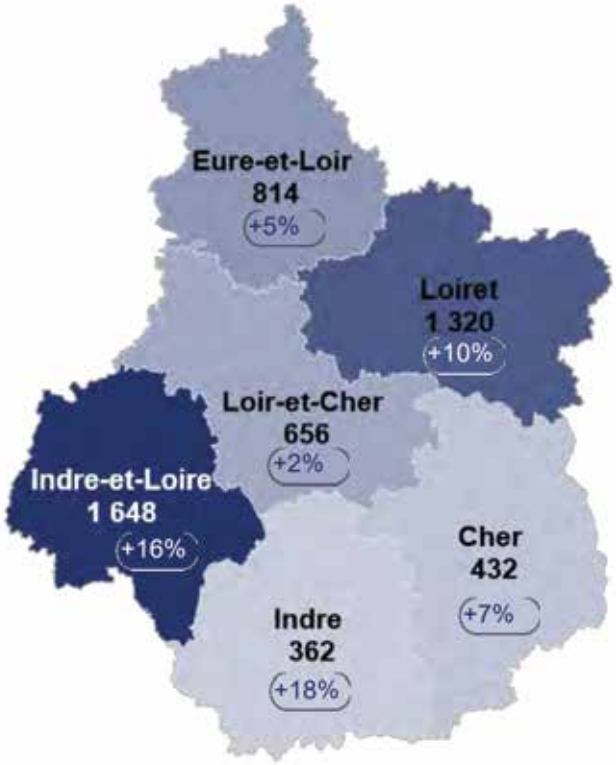
Informations pratiques :
https://www.tuchassou.fr/
https://www.les-chalans-vanier.fr/

Émilie Marmion

L'alternance, c'est tendance !

Les bienfaits de l'alternance, entre cours théoriques et applications pratiques, ont gagné tous les domaines de formation, de l'apprentissage aux grandes écoles. En Centre-Val de Loire, elle progresse largement dans tous les secteurs d'activité. Plus que jamais, l'alternance, c'est tendance.

Plus 25 % en 2012, plus 45 % en 2022, même corrigés des « *variations covidiennes* » ces pourcentages donnent la mesure de l'évolution de la formation par apprentissage en Centre-Val de Loire. La DRETES (direction régionale de l'économie, du travail de l'emploi et des solidarités) en dresse le constat et note que les certifications de niveau bac sont les plus nombreuses, le niveau bac + 2 représentant 21 %, celui de bac + 3 se situant à 27,8 % et le niveau au-delà est à 7,23 %. Mais, la tendance est plutôt à la montée en gamme de l'offre avec une progression de 59 % des niveaux bac + 3 et 4.
En toute logique, les départements les plus actifs sur le plan économique, le Loiret et l'Indre-et-Loire, concentrent 58 % du volume des formations par alternance.



Carte de l'évolution des contrats par alternance en Centre-Val de Loire entre 2021 et 2022.

Les métiers artisanaux en pointe

Centré sur l'activité des entreprises de moins de onze salariés, l'Opco EP (opérateur de compétences des entreprises de proximité) note que la part de contrats d'alternance dans cette catégorie est plus importante en Centre-Val de Loire (79 %) qu'en moyenne toutes régions confondues (77 %). Ce sont les branches professionnelles de la boulangerie-pâtisserie, de la coiffure, de l'immobilier et de la pharmacie qui ont le plus recours à l'alternance.
Dans la dernière édition de son « *baromètre de l'artisanat* », l'Institut supérieur des métiers, soutenu par la MAAF, observe également la forte croissance de l'apprentissage, en hausse globale de 14 % sur un an par rapport à 2021. Les entreprises artisanales ont formé plus de 8 700 jeunes en Centre-Val de Loire, avec une progression de 24 % pour les activités artisanales de fabrication. L'institut relève enfin que 65 % des jeunes diplômés trouvent un emploi dans les six mois, confirmant le rôle central de l'alternance pour l'accès à la vie active.

La chambre régionale de métiers s'inquiète d'une baisse des financements

Alors que la croissance du nombre d'apprentis connaît une progression constante, la présidente de la chambre régionale de métiers, Aline Mériau, s'insurge contre la diminution des financements publics.
Malgré quelques tensions sur certaines formations, la situation de l'apprentissage artisanal en Centre-Val de Loire se porte plutôt bien. À la rentrée de septembre, 4 224 contrats d'apprentissage étaient dénombrés dans les CFA des six départements, en hausse de 1 %, mais à un niveau généralement atteint seulement en octobre par le passé. Avec un taux de remplissage de l'ordre de 89 %, les dix sites de formation du campus des métiers et de l'artisanat régionaux font pratiquement le plein. Toutefois, certains métiers accusent un recul significatif, notamment dans le secteur soin et beauté, en baisse de 13 %, et de l'hôtellerie-restauration, en retrait de 6 %.
Le niveau du CAP demeure la base du dispositif de formation avec 62 % des effectifs, tandis que le niveau bac et bac pro représente 28 %. On observe également une féminisation croissante dans certains métiers comme la pâtisserie avec 43 % de filles, et jusqu'à 71 % pour le niveau brevet professionnel.

> *« Ces coupes drastiques sont intolérables »*
>
> *Aline Mériau*

Présidente de la chambre régionale de métiers, Aline Mériau dit « stop » aux menaces de réduction des financements publics.

Le coup de gueule de la présidente

Mais, à l'occasion d'une conférence de presse, le 7 septembre dernier, la présidente de la chambre régionale de métiers, Aline Mériau, a exprimé un « *coup de gueule* » contre les « *diktats* » des pouvoirs publics réduisant la prise en charge des coûts de formation. « *Ces coupes drastiques sont intolérables, a-t-elle estimé. Jusqu'ici, nous pouvions dégager des bénéfices qui nous permettaient de financer les investissements indispensables à l'évolution technologique de nos plateaux techniques et donc à la qualité de nos formations. Désormais je dis "stop", on ne peut plus continuer comme cela.* »
Cette réaction fait suite notamment au projet de réduction de 5 % de la prise en charge des frais de formation par France compétences, ce qui entraînerait pour la chambre de métiers du Centre-Val de Loire une réduction budgétaire de l'ordre de 2 millions d'euros.

La région et Atlas lance une formation à la cybersécurité

La région Centre-Val de Loire et l'opérateur de compétences Atlas, spécialisé dans la formation par alternance aux métiers financiers, ont signé un partenariat portant sur le domaine de la cybersécurité. Sur la base d'un cofinancement pris en charge à 70 % par la région et 30 % par Atlas, une plateforme de formation en cybersécurité, baptisée « CyberRange », a été ouverte en septembre. Cette plateforme simule des scénarios de cyberattaques réalistes dans un environnement contrôlé et sécurisé. Le nouvel outil a pour objectif de faire monter en compétences des étudiants sur le domaine de la cybersécurité en offrant aux apprenants la possibilité de mettre en pratique leurs connaissances dans un environnement simulé, sans risque pour les systèmes et les données réels.
Atlas accompagne 2 200 entreprises dans la région Centre-Val de Loire pour des formations par alternance aux métiers de l'assurance, de la banque et de la finance.

Negoventis développe les forces de vente

Porté par les chambres de commerce et d'industrie, le réseau de formation commerciale Negoventis compte plus de cent établissements en France. En Centre-Val de Loire, il dispose de six campus dédiés à la formation par alternance aux métiers du commerce, de la vente et de la distribution. À l'issue d'un cursus d'une année, les étudiants accèdent à un diplôme de niveau bac + 3 de responsable de développement commercial, de distribution omnicanale, ou de chargé de clientèle en banque et assurance.
Environ 180 alternants suivent chaque année ces formations, avec un taux de réussite de plus de 85 % à l'examen et la quasi-certitude d'être embauché (98 % d'insertion professionnelle).
Le Loir-et-Cher, avec 40 étudiants cette année, et l'Indre, avec 55 candidats, réunissent les effectifs les plus nombreux, tandis que le Loiret (18 inscrits) et l'Indre-et-Loire (20 inscrits) ressentent les effets d'une plus forte offre concurrentielle. En cinq ans, près de 800 alternants sont venus grossir le bataillon des forces de vente commerciale.

Bruno Goupille

Témoignage d'Audrey, étudiante au CCI campus de Blois

« *Beaucoup de mes profs m'avaient conseillé de partir en alternance parce que c'est le meilleur moyen de s'immerger dans la vie professionnelle tout en continuant les études* », explique Audrey, alternante en bachelor responsable de développement commercial au CCI Campus de Blois. À la fin de son BTS, elle a intégré le centre de relation clientèle de la Caisse d'épargne Loire-Centre à Blois. Elle alterne une semaine en entreprise et une semaine de formation. « *On a toujours des formateurs super qui expliquent très bien et qui ont toujours des anecdotes sur leur expérience professionnelle, ajoute-t-elle. C'est une formation complète, variée et qui répond à mes attentes.* »

Nouveau campus Excelia à Tours

Le 19 septembre dernier, rendez-vous était donné pour poser la première botte de paille du nouveau bâtiment bois/paille d'Excelia à Tours, situé dans le quartier des Deux-Lions.

Pour cette rentrée, le cap des 1 000 étudiants a été franchi pour Excelia, groupe d'enseignement supérieur comprenant notamment une grande école de commerce, à Tours. La pose du premier élément de l'ossature bois/paille du futur campus Excelia est en cohérence avec le développement du groupe et la nécessité d'offrir un nouvel espace aux étudiants.
Aussi ce 19 septembre, Emmanuel Denis, maire de Tours et président de la SET (Société d'équipement de Touraine), évoque-t-il *« un beau projet signe d'attractivité et de dynamisme. Ce projet de campus permet de sortir du triptyque "béton, bitume, bagnole" et d'entrer dans une nouvelle ère »*.
Pour Thierry Chailloux, vice-président en charge de l'enseignement à Tours Métropole Val de Loire, *« cette installation est un événement considérable dans le développement de l'enseignement supérieur, offrant à Tours de renouer avec l'excellence et l'ambition »*.

Projection sur l'enseignement de demain
C'est la vision de Bruno Neil, directeur général du groupe Excelia : *« La construction du nouveau campus ne se limite pas à un simple projet architectural. Elle incarne la volonté du groupe de réinventer le système d'enseignement grâce à des pédagogies innovantes et immersives. Il s'agit de créer un écosystème avec l'ensemble des entreprises et des acteurs pour former les talents à l'aune des enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux. »*
Ce campus combine le fait d'être un bâtiment durable pour le groupe leader de la transition écologique et bien évidemment d'être acteur de pédagogies innovantes.

www.excelia.fr

Camille Colloch

Le futur campus en quelques chiffres

Lancement des travaux : mai 2023
Durée des travaux : 24 mois
Livraison : mai 2025
Capacité d'accueil : 2 000 étudiants
Budget des travaux : 18 millions d'euros HT

Solidarauto, l'Emmaüs de la voiture

Installé à Joué-Lès-Tours, Solidarauto est une franchise sociale appartenant au Secours catholique et à tous ses membres. L'association propose plusieurs services : vente de véhicules d'occasion, activité de réparation et de remorquage.

Le manque de moyens financiers empêche souvent des personnes en situation de précarité d'entretenir ou d'acheter une voiture, pourtant nécessaire à leur mobilité, dans un garage traditionnel. C'est dans ce contexte qu'a été créé Solidarauto 37, un garage solidaire.
En 2018, l'association a fusionné avec l'association Mobilités 37 (offre de location de véhicules et auto-école). Leurs offres de services étant complémentaires, les deux « marques » continuent aujourd'hui de coexister.
« Notre objectif est de récupérer des dons de voitures, de tout type et quel que soit leur état. Nous allons les rechercher chez les personnes, lesquelles reçoivent un don fiscal. Par exemple, pour une Clio cotée 3 000 € sans travaux, le don fiscal sera de 3 000 €. Si elle nécessite des travaux, disons à hauteur de 1 000 €, la réduction fiscale sera de 2 000 € », précise Guillaume Florenson, directeur de l'association.
Si le directeur note une baisse des dons de voitures à l'association, il constate leur meilleure qualité. Les voitures trouvent preneurs moins d'une semaine après la mise en ligne de l'annonce sur le site Web de Solidarauto.

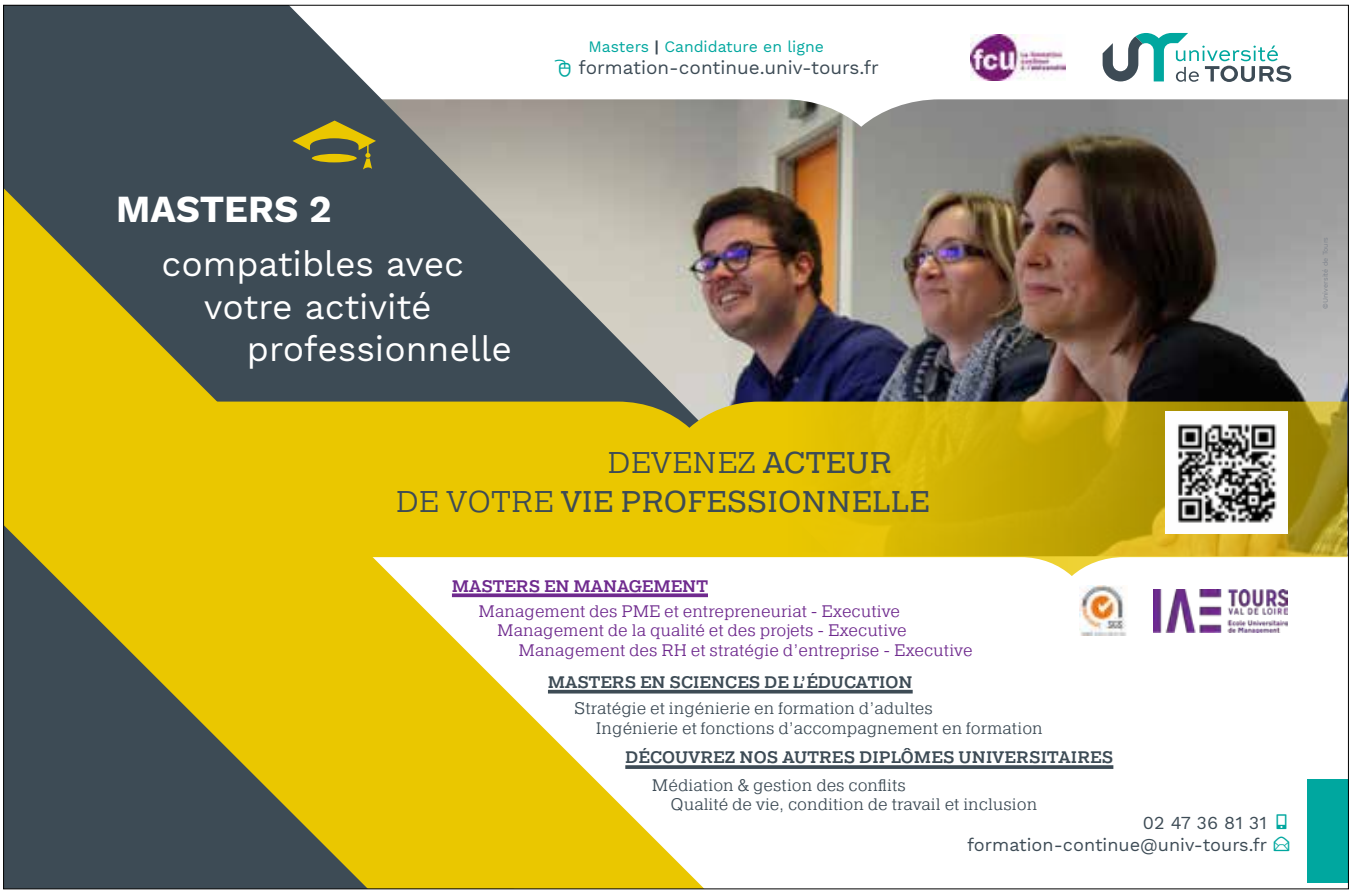
Guillaume Florenson, directeur de Solidarauto 37.

Formation des bénéficiaires

Pour aller plus loin dans l'accompagnement, l'association dispense une formation utile et gratuite. *« Nous proposons une formation à des bénéficiaires suivis par des travailleurs sociaux, pour sensibiliser à l'entretien de la voiture, pour maîtriser son budget tout en garantissant sa sécurité. Pour cette formation, souligne le directeur, nous avons un public principalement féminin. »*

www.solidarauto.org

Camille Colloch



L'industrie pharmaceutique : un secteur qui recrute

Du 2 au 6 octobre dernier, le Groupement régional des établissements pharmaceutiques industriels en Centre-Val de Loire (Grepic) et Pôle Emploi organisaient la seconde semaine des métiers de l'industrie pharmaceutique.

Le 4 octobre dernier, Fareva Amboise accueillait des personnes en situation de handicap.

À l'échelle nationale, l'industrie pharmaceutique représente 103 000 emplois et, en moyenne, 10 000 recrutements par an sur plus de 150 métiers. En 2022, 14 000 personnes ont été recrutées dans ce secteur. Le Grepic représente Les Entreprises du médicament (Leem) en région Centre-Val de Loire. Il regroupe cinquante sites de production de médicaments dans la région : Delpharm, Merck Group, Sanofi, Servier, Norgine Pharma, Sophartex, Novo Nordisk… Il représente plus de 8 300 salariés et 9 % des effectifs de l'industrie pharmaceutique sur le plan national.
Une fois son diplôme de pharmacie en poche, un jeune a trois possibilités : l'officine, l'hôpital ou l'industrie. Seulement un tiers des diplômés se dirige vers les métiers de l'industrie. Conséquence : les laboratoires pharmaceutiques peinent à recruter alors que les besoins en main d'œuvre existent. L'objectif pour ces laboratoires est donc d'inverser la tendance entre industrie, officine et hôpital et d'attirer de nouvelles recrues.

Le 5 octobre dernier, Delpharm Orléans ouvrait ses portes à une vingtaine d'étudiants ingénieurs de Polytech Orléans.

Blouse blanche et charlotte sur la tête

Pendant la semaine des métiers de l'industrie pharmaceutique, le Groupe IMT a organisé des portes-ouvertes de ses campus à Tours et à Dreux. Le Groupe IMT est une école réputée dans l'industrie pharmaceutique. Le campus de Tours, par exemple, possède deux plateaux pédagogiques. La visite de ces mini-laboratoires, avec blouse blanche et charlotte sur la tête, a permis aux jeunes de se projeter plus facilement sur un poste de travail. « *Les retours du public ont été très positifs*, se réjouit Hervé Galtaud, directeur général du Groupe IMT. *La filière de l'industrie pharmaceutique est assez méconnue. Il y a un réel besoin d'expliquer cette filière et ces métiers. Nous présentons les avantages, mais aussi les contraintes car l'environnement de travail demande beaucoup de rigueur et d'exigence.* »
Au sein du Groupe IMT, toutes les formations diplômantes, du CAP au niveau ingénieur, se font en alternance. « *Il y a plus d'offres en alternance que de jeunes disponibles*, poursuit Hervé Galtaud. *Il y a des offres que nous avons du mal à pourvoir faute de jeunes. L'apprentissage se développe beaucoup. Il y a une vraie croissance au niveau du nombre de d'apprentis accueillis. Les résultats sont très importants en termes d'insertion.* »

Trente alternants chez Delpharm Orléans

Le 5 octobre, Delpharm Orléans accueillait une vingtaine d'étudiants ingénieurs de Polytech Orléans pour visiter l'usine et présenter les métiers propres aux ingénieurs dans l'industrie pharmaceutique. « *L'objectif était d'attirer ces personnes vers ces métiers, faire connaitre et promouvoir les métiers de l'industrie pharmaceutique et faire en sorte que les étudiants se tournent vers l'industrie pharmaceutique* », explique Vincent Gatineau, directeur de Delpharm Orléans.
« *Notre recrutement est régulier, notamment pour des postes en production*, confirme Lionel de Chalain, DRH chez Delpharm Orléans. *Une quinzaine de postes*

sont ouverts sur la partie support et structure. De plus, nous employons une centaine d'intérimaires, en grande partie en production. Il y a un intérêt des étudiants pour l'industrie pharmaceutique, même si c'est quelque chose qu'ils n'avaient pas forcément imaginé. Ce secteur a un lien direct avec la santé des personnes, l'industrie de demain. » Delpharm Orléans compte trente alternants sur site, allant du bac au bac +6. Chaque année, le laboratoire lance sa campagne de recrutement de ses alternants dès le mois de janvier. *« Nos alternants sont plein de ressources,* poursuit Lionel de Chalain. *Nous devons leur apporter et ils doivent nous apporter quelque chose. Ils nous bousculent sur certains aspects. Il y a une véritable communauté d'alternants et un sentiment d'appartenance à l'entreprise. »*

« L'apprentissage est un gros plus »

Le 5 octobre également, plusieurs professionnels du Grepic et anciens diplômés pharmaciens ont rencontré des étudiants de la Faculté de Pharmacie de Tours afin de répondre à leurs questions sur leur parcours et leur métier. C'est le cas d'Asceline de Challemaison, responsable industrialisation au sein de Merck Group à Semoy (45). *« Les métiers de l'industrie pharmaceutique sont de plus en plus en tension,* explique-t-elle. *Merck Group à Semoy recherche actuellement une petite dizaine de personnes allant de l'opérateur au directeur qualité, en passant par l'assureur qualité opérationnelle. Nous recherchons aussi beaucoup d'apprentis. L'apprentissage est un gros plus. Cette table-ronde à la Faculté de Pharmacie de Tours a permis d'échanger en direct avec les étudiants. J'ai présenté mon métier. Les étudiants m'ont posé des questions sur mon quotidien, quoi mettre en avant sur son CV, quel master choisir… Certains sont très motivés à travailler dans l'industrie pharmaceutique. »*

Le 5 octobre dernier, les étudiants de la Faculté de Pharmacie de Tours ont rencontré plusieurs professionnels du Grepic.

Cette semaine des métiers de l'industrie pharmaceutique était ouverte à tous : jeunes scolarisés, étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi, salariés en reconversion et Personnes en Situation de Handicap (PSH). Le 4 octobre, le laboratoire pharmaceutique Fareva à Amboise a ouvert ses portes à Pôle Emploi, Cap emploi et Handicap Entreprises du Médicament (HandiEM) afin de faire visiter le site à des PSH.

www.grepic.org

Maxence Yvernault

BTP CFA CENTRE-VAL DE LOIRE
Association régionale des CFA du BTP du Centre-Val de Loire

Leader de l'apprentissage BTP en région Centre*

Apprentissage / Alternance
Formations continues
Formations réglementaires
Du CAP à la licence (Bac +3)
Titres professionnels reconnus par l'État

BTP CFA 28 — contact28@btpcfa-cvdl.fr — 28000 Chartres
BTP CFA 18-36 — contact36@btpcfa-cvdl.fr — 36000 Châteauroux
BTP CFA 37 — contact37@btpcfa-cvdl.fr — 37700 Saint-Pierre-des-Corps
BTP CFA 41 — contact41@btpcfa-cvdl.fr — 41000 Blois
BTP CFA 45 — contact45@btpcfa-cvdl.fr — 45000 Orléans

0 806 702 701
BTPCFA-CVDL.FR
FACEBOOK INSTAGRAM LINKEDIN

* Au 31 décembre 2022

Les entreprises de Sologne au lycée

Le Groupement économique des professionnels de Sologne (GEPS) s'engage auprès du lycée Claude-de-France de Romorantin pour la formation des BTS SIO option SLAM (Solutions logicielles et applications métiers).

Charline Lessieux, François Braquard, Johan Brissaud et Victor-Emmanuel de Sa.

Depuis longtemps, des liens existent entre les lycées et les entreprises pour la transmission d'expérience. Avec le GEPS, il s'agit d'anticiper les changements. Charline Lessieux, présidente du GEPS et gérante de la papeterie Buro en gros, et Dany De Sousa, vice-président du GEPS et gérant de l'entreprise Tub Concept, prennent des stagiaires pour devancer les risques cybernétiques auxquels sont confrontées les entreprises. *« Ce seront de futurs postes à créer »*, indiquent-ils.
Charline Lessieux mesure *« la chance d'avoir cette section à Romorantin où existe un bassin d'entreprises toutes concernées par les cyberattaques. C'est une chance aussi d'échanger avec ces étudiants qui sont de futurs collaborateurs »*.

Implication et collaboration renforcées

Alors qu'il propose des stages et a des projets de recrutement, Dany De Sousa a en outre intégré le conseil d'administration du lycée. Des relations se sont donc construites peu à peu. Il était dès lors sine qua non que le lycée soit coorganisateur du séminaire sur la cybersécurité le 12 octobre et hôte de l'événement pour *« faire rayonner cette section auprès des entreprises qui pourraient prendre en stage ces futurs experts »*.
« La vocation de cette conférence est de rapprocher experts, enseignants, étudiants et entrepreneurs. Toutes les parties prenantes sont réunies à des fins de formation », a rappelé le proviseur Philippe Davaux. En effet, les entrepreneurs ont pris conscience de la menace qu'est le *« rançongiciel »* et de la nécessité de mettre en place des moyens pour se défendre. Bien que le lycée dispose de matériel informatique adéquat, *« on ne peut pas payer des intervenants de cette qualité »*, constate Samuel Poujol, enseignant. L'intervention du consultant Johan Brissaud a donc été financée par le GEPS, à la fois pour un atelier concret avec les étudiants et pour une conférence à laquelle étaient invités les entrepreneurs.

Laëtitia Piquet

La Nuit du droit et les métiers de la justice

Le 4 octobre a eu lieu la 5e édition de La Nuit du droit en Centre-Val de Loire. Cet événement offrait la possibilité de rencontrer des professionnels.

Tous les ans, le ministère de la Justice sollicite l'ensemble des professionnels du droit pour organiser une animation telle que concours d'éloquence ou conférence, afin de *«sortir du contexte fermé et sérieux, de l'image froide de la justice, pour que le grand public ait accès et découvre les différents métiers, que ce soit ceux de la police, la gendarmerie ou la magistrature»*, décrit Mylène Aurouet, responsable du point-justice de Romorantin.
Après deux éditions au tribunal de Blois, le scénario d'un escape game a été transmis au point-justice de Romorantin qui a pu s'investir dans cet événement national pour la première fois en invitant à résoudre une disparition fictive.
Ce type d'enquête, animée par un gendarme et un policier, est l'occasion de *«rencontrer des professionnels»* et de prendre *«conscience du côté prévention, éducation et protection de la justice, qui n'a pas qu'un rôle de réprimande et de jugement»*, explique Mylène Aurouet.
Selon elle, il n'y pas de crise des vocations, mais *«cela peut ouvrir des pistes»* à ceux qui cherchent une formation. Ainsi, la mission locale a proposé ce jeu aux jeunes inscrits dans le dispositif *« contrat engagement jeune »* (CEJ). En plus de découvrir une institution, cet escape game *«leur a permis d'avoir un échange avec un gendarme, même si le métier ne les intéresse pas forcément»*, indique Aurélie Delugeard, l'une des conseillères de la mission locale. Si quelques-uns envisagent cette voie, *«il peut aussi y avoir des jeunes qui ne sont pas intéressés et changent d'avis»*.

Magali Méry, secrétaire, et Mylène Aurouet, responsable du point-justice de Romorantin.

Intéressé par ce secteur, Deva Carpy, lycéen qui projette de devenir réserviste, témoigne : *«Je n'ai rien appris sur les métiers de la justice, car j'ai déjà rencontré des techniciens en identification criminelle. D'ailleurs, pendant quatre jours, je serai avec le colonel de la gendarmerie nationale pour l'association des cadets de la gendarmerie. »*

Laëtitia Piquet

Le bureau des entreprises au lycée Denis-Papin

Le lycée professionnel Denis-Papin de Romorantin accroît ses relations avec les entreprises.

Le « *bureau des entreprises* » du lycée a été « *doté d'un personnel supplémentaire, partagé avec le lycée professionnel de Saint-Aignan, afin de mieux matérialiser le rapprochement entre le lycée et l'entreprise et développer les relations* », annonce Gaël Verrier, le proviseur. Après des missions d'accompagnement scolaire, Fabienne Berthet « *a une fonction administrative dédiée aux contacts avec le monde de l'entreprise, à la prospection, à la recherche de partenariats* », complète Sergio Da Fonseca, directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques.
Le partenariat école entreprise s'officialise par une convention avec les entreprises locales publiques ou privées par laquelle l'entreprise s'engage à présenter ses métiers lors d'événements (stage dating, afterworks…), faire visiter son entreprise, pour les cinq filières (maintenance industrielle, métiers de l'électricité, mécanique automobile, gestion administration, commerce). Quelques conventions concernent des secteurs différents, comme le soin, quand ceux-ci peuvent avoir besoin de techniciens. Les artisans signent moins ces conventions en raison du manque de temps, bien que ce soient toujours eux qui offrent le plus de stages.

Un partenariat gagnant-gagnant

« *On travaille avec l'entreprise pour connaître leurs attentes* », explique Gaël Verrier. Avec le plein emploi, « *les entreprises sont demandeuses. Nos élèves sont leurs futurs salariés. Quand on rencontre les responsables de la CCI, des différents syndicats entrepreneurs, ils viennent plus vers nous, souhaitent présenter ce qu'ils font.* » Ainsi, « *les deux mondes se côtoient plus et se comprennent mieux. Maintenant, on a besoin les uns des autres.* »
C'est aussi un changement de mentalités « *dans les familles. Il faut qu'elles intègrent que la voie professionnelle est une réussite, permet un emploi* ».

Fabienne Berthet, Karim Abd-el-Aziz, Gaël Verrier et Sergio Da Fonseca.

Laëtitia Piquet

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

greta VAL DE LOIRE

Réussir le rôle de Tuteur.

Formez vos équipes pour mieux **accompagner** le développement des **compétences** de vos **alternants**.
Objectif : de nouveaux **collaborateurs bien intégrés** et **sécurisés** dans leur prise de fonction.

Les plus de cette formation :
+ Un tarif très attractif (210 €/participant)
+ 2 jours : 23/11 et 12/12 à Tours
+ Aide à la fonction tutorale

Toutes les infos sur notre site

100 % de **participants satisfaits**

Contact : Guenaelle.Herter@greta-vdl.fr | 07 57 55 41 10

greta-vdl.fr

BTP CFA CENTRE-VAL DE LOIRE
Association régionale des CFA du BTP du Centre-Val de Loire

Leader de l'apprentissage BTP en région Centre*

BTP CFA 28
contact28@btpcfa-cvdl.fr
28000 Chartres

BTP CFA 18-36
contact36@btpcfa-cvdl.fr
36000 Châteauroux

BTP CFA 37
contact37@btpcfa-cvdl.fr
37700 Saint-Pierre-des-Corps

BTP CFA 41
contact41@btpcfa-cvdl.fr
41000 Blois

BTP CFA 45
contact45@btpcfa-cvdl.fr
45000 Orléans

Découvrir
2 semaines ou 3 à 12 mois pour découvrir la culture et les techniques des autres pays

Apprendre
Grâce à des stages en immersion dans des entreprises, ou dans les CFA à l'étranger, les apprentis testent de nouvelles techniques

Partager
En groupe les apprentis partent à la découverte d'un pays et partagent au quotidien de nombreuses activités

0 806 702 701
BTPCFA-CVDL.FR
FACEBOOK INSTAGRAM LINKEDIN

* Au 31 décembre 2022

Des formations sur mesure adaptées à votre besoin

Afpa Entreprises

- Accompagner les évolutions professionnelles des équipes
- Recruter de nouveaux talents
- Anticiper les mutations de votre entreprise
- Faire monter en compétences vos collaborateurs

formations
qualifiantes
règlementaires
plan développement compétences
alternance
CPF

Nous contacter :

Afpa CVDL - Service Communication Marketing - Avril 2023 ©photo Canva

Connaissez-vous le CDI à temps choisi ?

Le CDI à temps choisi a évolué ces dernières années pour s'adapter aux entreprises de l'économie sociale et solidaire et pourrait bien se généraliser dans le futur. .

Dans la mallette des RH, on connaît le CDI à temps partiel annualisé, très largement utilisé par les secteurs agricole et touristique, qui alternent des périodes de travail plus ou moins intenses avec les saisons dites mortes, en repos. Réformé en 2000, puis successivement en 2008 et 2010, ce dispositif a évolué pour rendre les temps de travail plus flexibles mensuellement ou de manière hebdomadaire, tout en définissant un cadre qui a limité ses effets pervers. Ainsi, les modalités de décompte de la durée du travail, la durée minimale de travail hebdomadaire ou mensuelle, la durée minimale journalière de travail, les limites à l'intérieur desquelles la durée du travail peut varier doivent être précisées. D'autres éléments doivent figurer dans les contrats de travail, tels que les modalités de communication des éventuelles modifications d'horaires et de leurs délais.

Le CDI à temps partiel modulable est devenu ainsi un outil très apprécié dans les entreprises qui se réfèrent au champ de l'économie sociale et solidaire. En effet, dans les ESAT, il trouve tout son sens pour les personnes en situation de handicap qui ont des capacités de travail variables. On parle alors de CDI à temps choisi, car la durée du temps de travail et sa modularité vont s'adapter en fonction de chaque personne. Sandrine Courtat, directrice de l'entreprise à but d'emploi YAKA-Blois, utilise cette forme de contrat dans sa structure. « *La grande différence entre un CDI à temps partiel modulable classique et le CDI à temps choisi, c'est que la décision revient au salarié et non pas à l'employeur qui l'impose. Autrement dit, c'est la personne qui va déterminer ses horaires, son temps de travail, pour l'adapter à sa situation personnelle et à son style de vie. On va définir un cadre large, après c'est flexible. Par exemple, notre assistante RH a choisi de travailler de 9 h à 16 h 20, avec une courte pause le midi, pour pouvoir emmener et venir chercher ses enfants à l'école tous les jours, et croyez-moi, elle est sacrément efficace sur cette plage horaire !* », explique-t-elle.

Une flexibilité au service de l'efficacité

Une autonomie et une flexibilité qui démontrent son efficacité pour tous les travailleurs laissés de côté car empêchés de pouvoir travailler et d'évoluer professionnellement dans un cadre trop rigide. On pense, par exemple, aux aidants ou aux parents d'enfants handicapés, qui doivent s'absenter parfois urgemment. Dans un autre registre, on pense à ceux qui exercent un double emploi ou qui viennent de créer une microentreprise en parallèle de leur job de salarié. Enfin, il y a aussi tous les travailleurs qui aimeraient donner un peu plus de leur temps aux associations, mais qui sont contraints par un cadre de travail fixe.

Bien sûr, le CDI à temps choisi n'est pas une affaire simple, puisqu'il entraîne une certaine complexité d'organisation au sein des entreprises, avec des pratiques managériales différentes. Toutefois, les évolutions récentes dans le monde du travail ont pu démontrer que le champ des possibles était large. La preuve en est faite par les expérimentations de la semaine de quatre jours ou encore le télétravail. Blasés par des organisations trop rigides, les travailleurs de demain aspirent à plus d'autonomie, de confiance et de liberté pour faire coïncider vie professionnelle et personnelle. Et si adapter l'emploi aux contraintes était la solution pour que le travail ne devienne pas une contrainte ?

Émilie Marmion

> *« La grande différence entre un CDI à temps partiel modulable classique et le CDI à temps choisi, c'est que la décision revient au salarié et non pas à l'employeur »*

Sobre Énergie, acteur de la transition énergétique

Filiale du groupe La Poste et de la Banque des territoires, Sobre Énergie contribue à la maîtrise énergétique des bâtiments tertiaires avec une plateforme de gestion d'énergies et propose du conseil sur mesure via ses équipes d'Energy managers. Interview de son directeur marketing, Arnaud Versaveaud.

L'Épicentre : *Votre entreprise supervise quelques 18 000 bâtiments en France et, depuis vos débuts, ceux du groupe La Poste. Aujourd'hui, quels en sont les résultats ?*
Arnaud Versaveaud : *Sobre Énergie, en supervisant 18 000 bâtiments et en économisant des centaines de mégawattheures chaque année, a permis une baisse de 14 % de la consommation énergétique du groupe La Poste en 2022, surpassant l'objectif de 10 %.*

L'Épicentre : *Aujourd'hui, le mot sobriété est très utilisé. Le concept est-il nouveau ?*
Arnaud Versaveaud : *La sobriété était, jusque récemment, un gros mot synonyme de décroissance. On en parlait dans les années 70 au moment du choc pétrolier faute de choix. Les prix du pétrole avaient été multipliés par quatre en très peu de temps. Puis, la France a investi dans des centrales nucléaires, en capacité de couvrir une très grande part des besoins énergétiques. L'abondance a remplacé la sobriété. Depuis 2022, le mot sobriété est revenu avec le risque de pénurie de gaz et la flambée des prix de l'électricité.*

L'Épicentre : *Vous accompagnez actuellement les concessions automobiles dans la rénovation de leurs bâtiments.*
Arnaud Versaveaud : *Oui, nous travaillons pour le réseau Mobilians, acteur majeur des services automobiles. Les concessions automobiles sont, pour beaucoup, des structures métalliques plutôt légères, bâties dans les années 1980. Ce sont des passoires, voire maintenant des bouilloires thermiques, dont l'étiquette énergétique, si l'on devait la comparer avec celles de logements (DPE), serait E ou F.*

Arnaud Versaveaud, directeur marketing de Sobre Énergie.

L'Épicentre : *En septembre dernier, le gouvernement annonçait injecter 7 milliards d'euros supplémentaires pour la transition énergétique. Cette somme s'ajoutait aux 34 milliards d'euros du « budget vert » de l'État en 2023, qui comprend toutes les dépenses de l'État favorables à l'environnement.*
Arnaud Versaveaud : *Cette démarche est relativement inédite avec une centralisation et une coordination interministérielle au plus haut niveau de l'État. Les ressources énergétiques sont rares et il faut éviter d'arriver dans une situation extrême comme l'année dernière (corrosion subie sur le parc nucléaire). Il s'agit d'avoir une électrification des usages pour engager une décarbonation importante.*

L'Épicentre : *Vous avez réalisé un livre blanc intitulé Entreprises : Comment préparer le plan de sobriété pour l'hiver 2024 ?. Aujourd'hui, que conseillez-vous à une entreprise ou une collectivité qui voudrait se lancer dans un plan de sobriété de ses bâtiments ?*
Arnaud Versaveaud : *Il convient d'avoir une démarche de priorisation au sein de son patrimoine immobilier. D'abord, identifier ce qui pèse le plus sur la facture d'énergie, tant en termes d'intensité que de consommation au mètre carré. Ensuite, s'appuyer sur un audit énergétique pour identifier le meilleur retour sur investissement (ce qui rapporte le plus en termes de gain de performance énergétique). Enfin, se lancer dans la recherche de financements. Sobre Énergie étant une filiale de La Poste et de la Banque des territoires, ces deux entités peuvent proposer des solutions de financement.*

www.sobre-energie.com

Camille Colloch

Treesition, start-up environnementale et géniale !

Treesition c'est l'association franglaise des arbres et de la transition écologique, pour faire de la forêt l'alliée des agriculteurs. Une façon écologique de protéger les sols mis à l'épreuve par un climat de plus en plus chaud et sec.

« *C'est ce que l'on appelle l'agroforesterie,* explique Daniel Dos Santos, *une pratique ancestrale qui s'est arrêtée dans les années 1950, quand on a commencé à cultiver à grand renfort de pesticides et de désherbants.* »
Daniel Dos Santos, originaire de Gien, est ingénieur en biotechnologies. Longtemps consultant pour l'industrie pharmaceutique, il a acquis sa sensibilité environnementale au gré de ses voyages dans le monde. « *L'idée de départ est double,* poursuit-il. *Les terres agricoles souffrent et pourtant on les malmène. En les labourant, contrairement aux apparences on ne fait pas remonter les cailloux, on fait descendre la terre. Quand il pleut, ces mêmes terres sont lessivées. Enfin, le soleil de plus en plus chaud brûle les cultures, qui demandent de plus en plus d'arrosage, ce qui diminue les rendements.* »
D'où l'idée de remettre au goût du jour l'agroforesterie. Pour cela, il fallait répondre à quelques prérequis. D'une part trouver une essence d'arbre qui pousse vite et bien et qui soit résistante aux nouveaux aléas climatiques. Il fallait ensuite élaborer un système financier qui permette d'acheter les plants et de les cultiver sur des terres agricoles, donc de dédommager l'agriculteur pour la perte de surface.

C'est tout cela que Treesition a judicieusement élaboré depuis 2018. La start-up a été créée en 2022 et vient d'intégrer l'incubateur Agreen Lab'O Village By CA à Orléans.

L'arbre magique

Le paulownia est une essence d'arbre qui, comme son nom ne l'indique pas, est originaire d'Asie. Un arbre dont tout le monde rêve, qui atteint sa maturité en une dizaine d'années. Vingt mètres d'un fût rectiligne, de densité moyenne, à la fois souple et résistant. On en fait du bois d'œuvre dans sa partie basse, de la palette et du bois énergie pour le reste. Utilisé pour des structures de maisons légères ou du mobilier (la marque Maisons du Monde l'utilise depuis longtemps), il a les caractéristiques idéales, y compris esthétiques.
S'agissant de sa croissance, le paulownia est tout aussi magique. « *Ses racines descendent jusqu'à huit mètres de profondeur,* explique Daniel. *Ce qui présente l'intérêt de bien l'ancrer mais aussi de stabiliser le terrain sur lequel il est planté. Il évite le lessivage. Bien sûr, comme pour tous les arbres, ses feuilles et ses branches mortes nourrissent le sol.* »
Et voilà donc la réciprocité que met Treesition en avant. Si l'agriculteur accueille des plantations de paulownia (généralement deux rangs plantés en quinconce) sur ses cultures céréalières, il perd certes de la surface mais a un meilleur rendement et une protection accrue grâce à la synergie entre la culture et l'arbre, l'ombre et la nourriture biologique. Et il est bien entendu indemnisé à hauteur de 10 % de la valeur de chaque arbre.

Bingo !

La start-up a pensé un circuit tripartite profitable à tous. Pour faire simple, l'investisseur (entreprise ou particulier) achète les plants jeunes (un arbre coûte entre 50 et 110 €) qui vont être hébergés par l'agriculteur. Treesition les fait grandir, pratique les éclaircies régulières puis les coupe et les vend. « *L'actionnaire* » peut ainsi espérer, selon son investissement, un rendement de l'ordre de 12 % l'an sur dix ans, sachant qu'un arbre mature est vendu 850 € / m3 une fois transformé. Le calcul est savant mais il est bien pensé. La start-up, qui a donc intégré l'Agreen Lab'O, devrait croître sans peine, aussi vite que ses arbres.

Stéphane de Laage

CréaWatt Group' : le photovoltaïque brille dans le Loiret

Parce que certains types de toitures ne peuvent recevoir de panneaux solaires, Jean-Noël Gaine a créé une solution ultra-légère qui ne nécessite pas de renfort de charpente. C'est ainsi que CréaWatt Group', une nouvelle pépite économique loirétaine, est né !

Pour CréaWatt Group', tout commence en mars 2020 quand Jean-Noël Gaine, le fondateur de l'entreprise, essaie de répondre à cette problématique : certains bâtiments possèdent des charpentes sur lesquelles on ne peut pas installer de panneaux solaires. Fort de ses 18 années d'expérience dans l'installation solaire, il se rapproche d'un fabricant chinois et développe un panneau photovoltaïque ultra-léger ayant le même rendement que les panneaux traditionnels.
« 100 millions de mètres carrés de toiture, comme par exemple celles des plateformes logistiques et centres commerciaux, ne peuvent pas recevoir de grands panneaux solaires sans renfort de toiture, commente Laurent Mimaud, directeur général de CréaWatt Group'. *Pourtant, logisticiens et acteurs de la grande distribution sont de gros consommateurs d'électricité. Ils sont donc très demandeurs d'une solution technique plus légère. »*
Les premiers chantiers démarrent et, en août 2021, le chiffre d'affaires de CréaWatt Group' atteint déjà un million d'euros.

Un panneau six fois plus léger

Le panneau développé par CréaWatt Group' est six fois plus léger qu'un panneau traditionnel et la fixation l'est également, tout en résistant aux pires conditions météorologiques. Il peut être démonté facilement si une intervention doit être réalisée sur la toiture. *« Le prix de nos panneaux est plus élevé que celui des panneaux traditionnels, mais avec nos produits le client n'est pas obligé de renforcer sa charpente. Nous proposons ainsi un watt compétitif. »*
Pour accompagner sa croissance, CréaWatt Group' procède à une ouverture de capital : Baudin Chateauneuf, acteur de la construction métallique et du BTP implanté à Châteauneuf-sur-Loire, se positionne. *« Cela nous a permis de déménager dans des locaux plus grands, à Amilly, dont Baudin Chateauneuf est propriétaire, d'y installer plusieurs robots et de rapatrier l'atelier de soudage de laminé de Chine. Cela nous permet d'avoir une maîtrise totale du procédé. Cette autonomie nous apporte beaucoup de sérénité. Nous garderons un sourcing mixte pour pouvoir répondre à la demande et rester compétitifs sur les prix. »*

© DR

Un exemple de chantier : le gymnase de la ville de Durtal.

© DR

Les ateliers de fabrication dans l'usine d'Amilly.

Une technologie en effervescence sur la planète

Le solaire est une technologie qui change très vite. *« Nous devons adapter nos outils de production et faire les bons investissements sur les équipements de demain. Pour cela, nous nous appuyons sur notre laboratoire R&D. Nous sommes à la pointe, mais il ne faudrait pas que notre développement soit bloqué par le manque de main d'œuvre. »*
Pour accompagner ses recrutements, l'entreprise prévoit d'ouvrir un centre de formation pour les poseurs à la rentrée 2024. L'entreprise emploie aujourd'hui 50 salariés : *« Certains sont des personnes en insertion que nous accompagnons sur le chemin du retour à l'emploi. Nous avons conclu un partenariat avec le ministère de la Justice : 47 prisonniers fabriquent les accessoires périphériques au centre pénitencier d'Orléans. Fin 2024, notre effectif devra atteindre 200 personnes et 300 en 2025. La pose est simple, le travail n'est pas pénible et nous recrutons des personnes sans qualification. Le domaine du solaire emploie aujourd'hui 10 000 personnes, il en faudra 40 000 d'ici 2028. Il faut donc un plan massif de formation pour créer une profession compétente et bien formée. À terme, ce sont des formateurs qui sortiront de notre centre de formation. Mais il faut que l'Éducation nationale crée des diplômes et des cursus. »*

CréaWatt Group' présentera dans quelques jours une nouvelle solution adaptée aux toitures en zinc, du type de celles des immeubles haussmanniens. *« Nous avons adapté notre produit aux exigences du patrimoine en France. »*

Estelle Cuiry

EXTERNALISER LES MISSIONS DE L'ENTREPRISE

Toutes les fonctions de l'entreprise, ou presque, peuvent être externalisées. À commencer par l'informatique et la communication bien sûr, ou bien encore la gestion de la paie. Plus surprenant : les fonctions vitales que sont les directions générale, administrative, RH et financière, marketing ou commerciale, jusqu'à la logistique. Les méthodes et les contrats sont aussi nombreux que les besoins et les situations.
Pourquoi faire appel à l'externalisation et comment ?

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

Pour une grande entreprise, l'externalisation répond généralement à une volonté d'optimisation opérationnelle ou financière. Pour une TPE ou une PME, la stratégie consiste à libérer du temps au dirigeant, et de lui permettre de prendre du recul et ainsi de tenir le cap. Attention, les professionnels s'accordent sur les termes : *« On parle bien d'accompagnement opérationnel, pas de coaching et moins encore de formation »*.
Le plus souvent, l'externalisation s'entend comme la délégation d'une mission auprès d'un opérateur. L'informatique au sens large ou la gestion financière, par exemple, sont des tâches chronophages, administratives et récurrentes, à faible valeur ajoutée pour l'entreprise, mais indispensables à son bon fonctionnement.
Mais il peut s'agir aussi d'assurer une mission particulière et ponctuelle, répondre à une surcharge de travail, développer un nouveau marché, palier à l'absence momentanée d'un collaborateur clef et, pourquoi pas, préparer le renforcement d'une équipe ou développer une nouvelle compétence en interne.

Partage d'expérience

Audrey Wiedmer dirige et anime une équipe de cadres partagés, « Bras droit des dirigeants », en région Centre-Val de Loire. Comme les 180 membres de ce réseau national, elle est « travailleur indépendant ». Comme eux, elle a forgé son expérience de cadre dirigeante dans une entreprise durant près de vingt ans, avant de décider de changer d'horizon et de partager son temps dans d'autres secteurs d'activité. « Mes clients sont traiteur, architecte, ingénieur ou coach sportif, explique Audrey. Ils ont souvent commencé seuls, ou presque. Avec la croissance de l'entreprise, certains s'aperçoivent qu'ils sont partout et passent 80 % de leur temps à gérer ce qui n'est pas de leur compétence et qui leur prend un temps fou. Ils arrivent au bureau avec leur "to do list" et passent le plus clair de leur temps à éteindre les incendies. » Alors vient pour eux le temps de s'organiser. La moitié des entreprises qui passent le cap sont des PME, l'autre moitié des PME familiales qui grossissent et deviennent des ETI. Tous les secteurs sont concernés, tous les modèles et typologies d'entreprises. Les missions sont vastes : DAF, DRH, DG ou Dirco, toutes ces fonctions peuvent être tenues par un cadre extérieur à l'entreprise, dès lors qu'il est rompu à l'exercice. Ce cadre est partagé entre plusieurs entreprises, pour des missions de deux jours par semaine ou d'une journée par mois, parfois pour trois ans. « Il m'arrive de partager mes semaines entre trois entreprises différentes, explique Audrey. Certes on apporte notre expertise, notre vision extérieure, mais on s'enrichit aussi des expériences vécues ici et là. » Le moment d'agir vient quand le dirigeant réalise la nécessité de passer le cap. « La crise du Covid fut un révélateur dans bien des cas, poursuit Audrey Wiedmer. Certains ont réalisé qu'ils avaient des cadres pas suffisamment utilisés, d'autres que leurs finances étaient trop justes pour assumer la présence de certains à plein temps, d'autres au contraire qu'ils manquaient d'effectifs. »

Audrey Wiedmer.

Informatique, l'approximation ne dure qu'un temps

Bénédicte Descharmes.

Bénédicte Descharmes est responsable opérationnelle chez Guiltek. Cette société de prestations informatiques intervient chez ses clients pour constituer et maintenir les parcs logiciels, machines et réseaux en conditions opérationnelles, mais aussi pour créer ou refondre les sites Internet. Si les TPE n'ont généralement pas la ressource humaine pour ce type de mission à long terme, les PME, dès lors qu'elles atteignent une certaine taille, trouvent souvent dans leurs effectifs une personne peu ou prou qualifiée. Mais l'approximation ne dure qu'un temps ; il faut trouver le professionnel en capacité de réfléchir à une architecture informatique solide. Se pose donc la question de l'embauche, de l'intérim ou de la mission. Question de finance… mais pas seulement. Question de savoir-faire, de compréhension, donc d'expérience, mais aussi de savoir-être et de partage d'objectif. *« Chez Guiltek, les professionnels des équipes dédiées ont souvent moins de trente ans,* observe Bénédicte. *Ils ont le talent, la créativité et la réactivité de leur jeunesse. Ils sont au courant des dernières technologies et je suis là pour les faire grandir dans la gestion des projets et de la relation client. »* Car entrer dans une entreprise pour une durée qui peut aller de six mois à trois ans est plus qu'une simple mission de soutien. Le prestataire, aussi jeune soit-il, doit s'intégrer, pratiquement se fondre dans le moule de l'entreprise. Il doit en comprendre la philosophie, les objectifs commerciaux et techniques, les fragilités parfois. Il a un devoir de conseil. Bénédicte Descharmes acquiesce : *« Bien souvent,* dit-elle, *pour ce qui concerne le digital de son entreprise le dirigeant n'est pas assez vigilant, parfois même négligeant parce qu'accaparé par d'autres priorités. »* Quand on parle de piratage, donc de sauvegarde robuste, la cybersécurité dépasse souvent les compétences de *« l'informaticien maison »*. Par exemple, la création ou la refonte du site Internet sont pour cela souvent confiées à des sociétés d'informaticiens, des ESN, entreprises de services numériques (autrefois SSII), qui certes n'ont pas les meilleures compétences créatives mais ont les compétences techniques et s'appuient ainsi sur les chartes graphiques existantes.

Comment choisir un prestataire bien capé ?

Pour trouver un partenaire compétent, il faut commencer par consulter l'avis d'anciens clients ; pas les commentaires déposés sur les réseaux, mais des avis vraiment qualifiés. Rien ne vaut le retour d'expérience. En matière d'informatique en particulier, secteur sensible on l'a vu, la réactivité est un critère majeur en cas de panne ou de hacking. Le contrat pour la maintenance doit le spécifier, ça va de soi. Et même si le salarié détaché est dans la place, il se peut qu'il ait besoin d'appuis complémentaires. La disponibilité d'autres collaborateurs peut être aussi déterminante, et ce n'est pas la taille de l'entreprise prestataire qui sera garante de cette disponibilité.
Enfin, il faut noter que dans le cadre de l'externalisation d'une activité, il est bon de prévoir au contrat une période de montée en compétence. Précisément pour que la société prestataire s'approprie l'environnement dans lequel évolue le client, les outils qu'il utilise et ses objectifs. « *C'est indispensable, autant qu'une période d'essai pour un salarié* », insiste Bénédicte. Comme avec un salarié clef, il est difficile de rompre un contrat, car il faudrait repartir à zéro. Alors, prestataires et clients progressent sur du velours. « *L'avantage de l'externalisation, poursuit Bénédicte, c'est que le prestataire peut puiser dans ses propres ressources humaines pour rapidement trouver le remplaçant déjà bien capé pour le poste.* »

Avec quelles garanties ?

S'il n'y a pas de garantie absolue en matière de prestation de ce type, il y a des engagements de moyens, voire de résultat. Tout dépend de ce qui est fixé contractuellement. Dans un modèle en engagement de moyens, la facturation se fait sur le temps passé sur la mission. En engagement de résultat, des objectifs sont fixés et doivent être respectés, au risque d'avoir des pénalités voire une rupture de contrat.

La paie, point sensible de l'entreprise

S'il est une fonction que les entreprises externalisent souvent, c'est la paie. Délicate et chronophage, facilement sujette à controverses, les entreprises, grandes ou petites, la sous-traitent sans état d'âme. Si les TPE et PME le font tant qu'elles n'ont pas le service RH en mesure de s'en occuper, les grandes entreprises, elles, continuent souvent de déléguer cette mission, car les logiciels de paie et leurs mises à jour sont onéreux et doivent être suivis de très près.
Stéphanie Rivain est consultante paie au sein du cabinet d'expertise comptable Michel Creuzot Cabinet Martin : « *Tout va bien,* dit-elle, *tant que les choses restent simples et dans la norme. Tout se complique quand on sort des sentiers battus, des lignes droites en quelque sorte.* » Car l'intérêt d'externaliser l'édition des feuilles de salaire, c'est de ne pas commettre d'erreurs. L'établissement d'un bulletin de paie répond à des codes très précis, dictés en particulier par les conventions collectives. Ils prennent en compte les heures supplémentaires et leur taux de majoration, les repos compensateurs, les absences maladie et les contrats de prévoyances, différents selon les organismes. Ajoutons que le droit du travail est évolutif, ce qui fait son charme mais augmente les risques. « *Les règles du droit social changent en effet régulièrement,* observe Stéphanie Rivain, *ce qui oblige à garder un œil attentif sur la législation et les conventions collectives.* » Les logiciels spécialisés sont là pour aider les experts, mais encore faut-il les maintenir à niveau et disposer des abonnements auprès des éditeurs. Des abonnements très chers, que les entreprises, y compris de grande taille, rechignent à prendre. Cela dit, ces entreprises choisissent aussi d'acheter leur tranquillité.
Les entreprises signent le plus souvent une lettre de mission, reconduite tacitement, et modifiée par des avenants au fil de leur évolution, notamment de leur effectif. « *Nous procédons de manière dégressive,* détaille Stéphanie, *pour les entreprises de moins de 5 salariés, puis de 6 à 10 et de plus de 11… En toute logique, plus il y a de salariés plus le coût unitaire de la fiche diminue.* »
La dévolution de la mission peut être totale ou partielle. On parle dans ce dernier cas, de « *paie autonome* ». Le logiciel et ses mises à jour peuvent être mis à la disposition de l'entreprise, qui édite elle-même les feuilles de paie. Le cabinet comptable ne contrôle alors pas ces éditions et dégage naturellement sa responsabilité. Pourtant, les entreprises restent souvent très proches de leur cabinet comptable, qui mène des missions de conseil juridique et social pour le respect des procédures, les statuts, les rédactions d'actes pour les rapprochements, fusions et acquisitions d'entreprises.
Les entreprises suffisamment structurées pour de telles missions sont rares. L'externalisation reste longtemps une évidence.

Stéphanie Rivain.

Le temps partagé, un nouveau mode de recrutement de cadres

Bras Droit des Dirigeants
VOTRE SUCCÈS, BIEN ENCADRÉ

Depuis une quinzaine d'années, le concept des cadres à temps partagé se développe en France. Il n'est pas encore assez connu alors qu'il est une solution idéale pour les TPE et PME qui souhaitent intégrer des cadres très opérationnels au sein de leur structure, 1 ou 2 jours par semaine, en fonction des besoins.

Le temps partagé, ce n'est pas un mi-temps ou de l'intérim mais bien une solution qui vous permet d'intégrer dans votre entreprise un ou plusieurs cadres expérimentés et opérationnels présents chaque semaine et sur du long terme.

La solution Bras Droit des Dirigeants
Vous avez besoin d'accompagnement opérationnel pour faire grandir votre entreprise et vous concentrer sur votre cœur de métier ?

Le développement commercial, la gestion des ressources humaines, la communication digitale, la gestion financière ou la direction générale ne sont pas vos domaines de compétence et vous connaissez les limites de vos équipes sur ces sujets

Vous manquez de temps et de compétences en interne ?
Vous pouvez désormais intégrer un cadre expérimenté (au minimum 10 ans d'expérience terrain) efficace et opérationnel qui saura s'adapter à votre environnement.
Définissez ensemble la fréquence et la durée de ses interventions et bénéficiez d'une solution unique pour vous accompagner ainsi que vos équipes vers une organisation plus adaptée et des résultats visibles.

Des missions adaptées à vos besoins, souples et sans les contraintes liées au recrutement.

Offrez à votre entreprise une solution pour l'accompagner dans sa stratégie de développement en toute sécurité.

Avec quel statut ?

L'externalisation se caractériserait par le fait que le missionné n'est pas salarié de l'entreprise dans laquelle il intervient. Il est soit salarié d'une agence d'outplacement, soit travailleur indépendant et facture sa prestation, souvent à la journée. Le conditionnel s'impose car les définitions sont assez floues.
L'externalisation se distinguerait ainsi du management de transition. Dans ce cas, en effet, le missionné est salarié par l'entreprise dans laquelle il intervient, en CDD ou en CDI. Mais il peut aussi avoir un contrat d'interim, tout dépend du statut de l'entreprise qui le détache La frontière est d'autant plus ténue que les nouveaux contrats de CDI intérimaires font aussi de ces intervenants des salariés externalisés. Salariés de la société d'intérim qui interviennent dans l'entreprise cliente autant de temps que nécessaire.
Pour ne pas risquer la requalification de la mission en salariat, l'intervenant n'a souvent pas son nom sur la porte de son bureau et ne figure pas dans l'organigramme de l'entreprise. Une façon de dire qu'il est bien extérieur à la société, même s'il est essentiel que les équipes de l'entreprise soient parfaitement mises au courant de la venue de ce cadre, de son statut et de sa mission. « *C'est même un prérequis,* insiste Yves Trousseau, président de l'ANDRH Groupe Orléans. *La raison de la venue de cette personne doit être transparente, il en va de la fluidité et de la réussite de la mission. D'autant que, puisqu'elle vient pour porter une idée neuve ou une opération décisive pour l'entreprise, il est important qu'elle soit accueillie et acceptée dans l'équipe. Tout est affaire de dialogue en bonne intelligence.* »
Audrey Wiedmer ajoute que « *quand tout est clair, la venue d'un collaborateur externe est perçue comme un soulagement et non comme une concurrence. On est là pour aider et faire en sorte que l'équipe ne subisse plus mais se sente soulagée* ».
Ajoutons, c'est la jurisprudence qui le dit, qu'il ne suffit pas que le personnel détaché ait une qualification particulière, il faut que cette qualification soit distincte de celle du personnel de l'entreprise utilisatrice.
À défaut, on parle de délégation de personnel, appellation réservée au travail temporaire, très encadré par le code du travail.
Enfin, c'est le propre de l'externalisation, les techniciens et cadres détachés sont un peu nomades par nature. Alors il existe des clauses entre la société cliente et la société prestataire pour ne pas embaucher directement le consultant intervenant. Mais, souvent, ce genre de pratique se fait et se négocie commercialement. Par contre, un salarié en mission peut choisir de partir dans une entreprise du même secteur, voire concurrente, rien ne l'en empêcherait, sauf à ce qu'il ait une clause de non concurrence rémunérée, limitée dans le temps et l'espace, ce qui n'est quasiment jamais le cas.
Devant la complexité du sujet et les droits à respecter (conventions collectives, salaires, avantages…), il n'est pas rare que dans certaines branches professionnelles les prestataires optent pour un statut d'indépendant. À leur compte, ils définissent leur rémunération et payent leurs charges. Ils sont certes moins chers qu'une entreprise de services (qui elle, doit payer ses intercontrats), mais ils travaillent seuls et n'offrent donc pas les garanties de remplacement, d'appui ou de compétences complémentaires que peut apporter une entreprise spécialisée.

Yves Trousseau.

L'avis du DRH, les formes alternatives de l'emploi

Travail à temps partagé, management de transition, portage salarial, prestation de service ou CDI, la sémantique n'est pas en reste, et la frontière entre ces pratiques est parfois ténue. « *Qu'importe,* tranche Yves Trousseau, *la vraie question est : pourquoi j'y fais appel, et comment faire en sorte de s'entendre sur la mission ?* » Car finalement, ces différents contrats répondent à une demande précise, à un besoin qui se fait jour dans l'entreprise, maintenant et tout de suite. Une situation de crise, un problème financier généré par la perte d'un client, un recrutement difficile à conclure, un problème social comme la perte de confiance, ou plus simplement le besoin de développer un nouveau marché. Il s'agit alors de trouver la compétence que l'entreprise n'a pas en interne. « *Attaquer un marché US, par exemple, n'est pas à la portée de tous,* détaille Yves Trousseau. *Il faut l'exprimer clairement auprès des collaborateurs et faire en sorte que chacun devienne acteur de la mission, expliquer qu'on ne délaisse personne et que l'on a besoin de tout le monde.* » Il en va de la cohésion d'équipe. Et pour cela, le cahier des charges doit être clair, en toute transparence avec les représentants du personnel.

BERRY'S accompagne les investisseurs, les institutionnels et les foncières patrimoniales dans le pilotage sur-mesure et la valorisation de leur immobilier d'entreprise.

BERRY'S

PROPERTY MANAGEMENT
EXPERTISE

BERRY'S BLOIS
21 rue de la Vallée Maillard
41000 BLOIS
02 54 74 86 74 - blois@berrys.fr

LA GESTION IMMOBILIÈRE PREMIUM

Votre gestionnaire BERRY'S vous libère des contraintes liées à la vie et à l'exploitation de vos biens immobiliers. Il pérennise vos actifs et préserve votre patrimoine.

C'est pourquoi, votre gestionnaire BERRY'S orchestre pour vous l'ensemble des missions de property management : gestion administrative, comptable, financière, juridique et technique.

CONFIANCE ET TRANSPARENCE

Mandater un tiers pour la gestion de son patrimoine d'immobilier d'entreprise exige une parfaite confiance et c'est en toute transparence que nous agissons en votre nom.

UNE RELATION PRIVILÉGIÉE

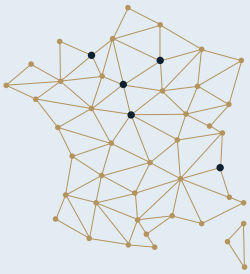
Disponible et réactif, votre gestionnaire connaît les spécificités de votre portefeuille. Il s'assure du bon fonctionnement de vos immeubles.

Pour en savoir plus, retrouvez nous sur notre site : **www.berrys.fr**

L'EXPERTISE EN VALEUR VENALE

Dans le cadre de vos opérations de cession d'actifs, de succession, de transmission d'entreprise ou tout autres déclarations fiscales ou juridiques, nous valorisons vos biens selon les méthodes préconnisées par la Charte de l'expertise.

Nous intervenons sur tous types d'actifs : Bureaux, Commerces, Locaux d'activté et Entrepôts...



Les atouts de la gestion BERRY'S

L'expérience et les compétences de notre réseau, pour vous apporter la sérénité au quotidien.

RÉACTIVITÉ EFFICACITÉ FIABILITÉ PROXIMITÉ

L'ouverture de La Scène BRG

Blois va pouvoir compter sur une nouvelle programmation de spectacles populaires et d'humour avec La Scène BRG, située dans l'ancien théâtre Monsabré. L'association ACELBRG, emmenée par Mathieu Grillon, entend bien refaire vivre ce lieu emblématique.

Après plusieurs mois de travaux de mise aux normes, le plus charmant des petits théâtres de la région Centre-Val de Loire s'apprête à accueillir de nouveau ses spectateurs. « *Tout le système électrique a été refait, l'acoustique améliorée, certains ressorts des fauteuils rouges ont été réparés et un accès pour les personnes à mobilité réduite a été créé. Nous avons aussi opéré quelques changements à l'accueil pour laisser plus de place et apporter un peu de modernité. Aussi, la régie a été déplacée dans la salle, c'est plus pratique pour les techniciens. Enfin, les loges ont été complètement refaites, c'était très important pour accueillir convenablement les artistes professionnels* », détaille Mathieu Grillon.
Connu pour sa carrière d'humoriste et de réalisateur, l'homme l'est moins pour son métier de producteur, qui tend à prendre une place importante dans ses activités. C'est d'ailleurs son professionnalisme et son sérieux qui ont incité le diocèse de Blois à lui confier la gestion du théâtre, tout comme les artistes et leurs agents qui ont l'habitude de tourner dans plusieurs autres salles de la région avec sa société de production. Ainsi, en novembre, La Scène BRG accueillera le one man show de Krystoff Fluder, passé par l'émission de télévision « *La France a un incroyable talent* ». En décembre, c'est la mythique pièce *Le père Noël est une ordure* qui sera jouée, suivie du spectacle de l'humoriste Paulo.
En dehors des têtes d'affiche, La Scène BRG envisage aussi d'ouvrir ses portes à des troupes d'amateurs et de louer son espace pour d'autres événements en semaine. Mathieu Grillon projette aussi d'organiser des stages de théâtre et des scènes ouvertes pour aider les jeunes talents locaux à se faire connaître. Les idées ne manquent donc pas pour ce lieu d'expression scénique qui va renaître de ses cendres.

Informations et billetterie en ligne sur lascenebrg.com – FB @lasceneBRG

Émilie Marmion

Les dates des prochains spectacles :

10/11 : Fan Club
24/11 : Krystoff Fluder
02/12 : Les Glandeurs nature : *Le bal des pompiers*
07/12 : *Le père Noël est une ordure*
15/12 : Paulo

Élie Gaulin, le guitar hero qui ne se la joue pas

Dans les années 1990, les lycées étaient remplis d'apprentis gratteux aspirant à devenir le Slash du XXIe siècle. La très grande majorité n'a pas dépassé le stade du air guitar en fin de soirée arrosée. Depuis qu'il a empoigné une « six cordes » à 15 ans, Élie Gaulin, lui, ne l'a plus relâchée.

Élie Gaulin a fait de la guitare son métier, devenant l'un des animateurs incontournables des soirées loir-et-chériennes. D'abord au sein de Kerosen, trio vendômois fondé avec un ami du lycée Ronsard, qui reprend à sa sauce – piquante – des titres des Beatles à INXS, en passant par Led Zeppelin. « *Beaucoup de groupes commencent par le rock, puis le délaissent. En bossant la technique, on a un peu tendance à le snober. Mais, on finit souvent par y revenir* », explique-t-il. Avec le groupe Jane Porter, il évolue dans un registre plus soft. « *Dans les deux cas, nous jouons plutôt du côté de Blois ou de Romorantin* », précise le musicien, déplorant de ne pas être suffisamment prophète en son Vendômois. Ils jouent « *majoritairement pour des privés, particuliers ou entreprises. On est très sensibles à ce que les collectivités nous sollicitent, mais c'est malheureusement assez rare* ».
Parmi ses fidèles, le bar Le Clipper à Blois, pour lequel Kerosen anime chaque été la place Louis-XII depuis la création du groupe. « *Le fait que nous ne soyons que trois, avec Bruno Ramos à la basse et Julien Dorsemaine à la batterie, et capables de livrer un spectacle clé en main, incluant sono et des lumières, facilite les choses* ». Elie est

© Tuan Nguyen

toutefois loin de se cantonner à sa Loire gauloise. Quand il ne joue pas pour la TV (Les Grosses Têtes, Danse avec les stars…) ou ne donne pas de cours – « *j'adore transmettre* » –, il écume les scènes de France et de Navarre, et même au-delà, pour Âge tendre, Gérard Lenorman ou encore Didier Gustin. Pour l'heure, Élie confesse un seul regret : « *Ma grande passion, c'est d'écrire des morceaux. Hélas, il est très difficile d'en vivre.* »

Élie Gaulin : 06 60 53 49 50

Frédéric Fortin

La Clinique du street-art : l'éphémère fusion artistique à Tours

Nichée au centre de Tours, la Clinique du street-art a émergé tel un phénix artistique, réveillant l'ancienne clinique Saint-Gatien de sa léthargie. Trente-et-un graffeurs ont métamorphosé ce lieu en une galerie temporaire, jusqu'en septembre 2024, retraçant les 60 ans de cet art urbain.

L'aventure artistique s'annonce dès les premiers pas dans le hall comprenant un bar, une petite restauration et un espace dédié aux concerts. Puis, sur une surface de 1 500 mètres carrés, les visiteurs munis de lampes torches frontales se lancent dans une exploration semblable à l'Urbex, captivant les sens. *« L'idée est d'apporter de la vie dans ce lieu et de révéler l'âme cachée de ce bâtiment jadis délaissé »*, indique Nicolas Stadler.
Le mariage de Stadler Design Studio et de Kréa, conjugué à l'expertise de Bob Jeudy, a permis d'attirer une cohorte d'artistes talentueux, répartis le long des couloirs et dans les petites salles ou alcôves. Parmi les artistes, le vénérable Zloty, âgé de 83 ans, précurseur incontesté du genre en France, et la jeune Tourangelle Fayalu de 20 ans. Autrefois lieu dédié à la guérison, l'ancienne clinique évoque, à partir des œuvres, un tout autre aspect de la santé, celle de la planète et de l'écosystème.
Toutefois, cette incursion artistique va laisser sa place à un nouveau chapitre de l'histoire de la clinique Saint-Gatien. L'ambitieux projet de réhabilitation, orchestré par la Société d'équipement de Touraine (SET), prévoit de transformer le site en un espace polyvalent intégrant des logements, des commerces, des restaurants, une école d'ingénieurs et une Maison de l'hospitalité.
L'initiative éphémère de la Clinique du street-art, gérée par ce collectif d'acteurs tourangeaux, témoigne de la capacité de l'art à insuffler une nouvelle vie aux espaces abandonnés en les transformant en toiles d'expression, offrant aux visiteurs, déjà au nombre de plus de 20 000 depuis l'ouverture pendant l'été dernier, une immersion unique dans l'expression dynamique de la culture urbaine.

Œuvre de Katre à la Clinique du street-art.

laclinique.art

Sophie Manuel

> *« L'idée est d'apporter de la vie dans ce lieu et de révéler l'âme cachée de ce bâtiment jadis délaissé »*

Domus Restaurant nominé par The Fork

Au début de l'été, les restaurateurs de Domus Restaurant ont eu la bonne surprise de voir leur entreprise sélectionnée pour TheFork Awards 2023. C'est un bon signe d'encouragement pour l'établissement de Mont-près-Chambord, ouvert seulement depuis quelques mois.

C'est en avril que Benjamin Astier, Amélie Goubault et Jérémy Fortier ont accueilli les premiers clients de Domus Restaurant, soit seulement trois semaines après avoir racheté le fonds de commerce et rénové le restaurant du sol au plafond. Les trois associés n'ont pas ménagé leurs efforts pour lui donner un bon coup de jeune.
Les trentenaires disposent de solides expériences professionnelles : ils sont passés entre autres par le Jeu de Paume, le Ritz, la Tour d'Argent, les Sources de Caudalie. En cuisine, ce sont Jérémy et Benjamin qui œuvrent. Ces deux-là se connaissent plutôt bien, puisqu'ils ont fait leurs premières armes ensemble. En salle, c'est Amélie qui gère, avec l'aide d'un apprenti. Même s'ils viennent de l'hôtellerie-restauration de luxe, c'est avec authenticité et convivialité qu'ils accueillent leurs clients : *« Nous souhaitons mettre à profit notre expérience en gardant le meilleur de ce que nous avons appris, aussi bien dans la cuisine, en misant beaucoup sur le goût et la qualité des produits, qu'en salle, avec un accueil chaleureux sans superflu »*, disent-ils. Ainsi, ce n'est pas un hasard s'ils ont baptisé leur restaurant « Domus » – le foyer en latin –, signe de leur attachement à une table où il fait bon manger et se retrouver.
Leurs qualités respectives font déjà parler. Preuve en est avec leur nomination pour TheFork Awards, qui récompensent les meilleurs nouveaux restaurants de l'année. Le concours se déroule en deux temps : d'abord, quatre-vingts chefs de renom présélectionnent des adresses aux quatre coins de la France. C'est Arnaud Faye, meilleur ouvrier de France et chef doublement étoilé, qui a repéré et souhaité parrainer Domus Restaurant. Cette reconnaissance de la part de leur ancien chef est déjà une belle récompense, mais c'est le vote du public qui déterminera les six gagnants lors de la cérémonie du 13 novembre à Lille. Croisons les doigts pour nos restaurateurs locaux !

Émilie Marmion

L'association Défi Berry-Sologne recherche des sponsors

Dans un an, Sylvie, Stéphanie, Katia, Florence, Stéphanie et Nathalie seront dans le désert, en train de se dépasser sur le « Trek Rose Trip ». Une aventure sportive et caritative qui a fait naître d'autres projets.

Tout est parti d'une rencontre, celle de Sylvie et de Stéphanie, toutes deux prédisposées au développement de cancers suite à la mutation de gènes. Entre elles deux, c'est le coup de foudre amical. Au-delà de leurs expériences vécues et du chemin de la reconstruction, elles partagent ce même dynamisme, cette envie irrésistible de tirer profit de leur histoire et d'œuvrer pour les autres. Une aventure hors norme revient dans leurs conversations : celle du Trek Rose Trip, auquel Stéphanie a participé en 2022. C'est une course d'orientation qui se déroule tous les ans au Maroc entre fin octobre et début novembre. 360 kilomètres sont à parcourir au cœur du désert, par équipes de trois et avec des étapes allant de 11 à 22 kilomètres selon son niveau sportif. Enjouées, elles embarquent d'autres copines dans leur aventure.
Exclusivement féminin, ce trek solidaire vise le dépassement de soi, le bien-être que procurent le sport et la solidarité. Ce sont d'ailleurs les principales valeurs défendues par leur association Défi Berry-Sologne : *« Au-delà du trek, notre objectif est d'agir sur la préservation de notre capital santé par l'activité physique. Tous les chiffres le prouvent : bouger, c'est réduire drastiquement les risques de maladies cardio-vasculaires, c'est aussi empêcher une récidive de cancer »*, témoigne Sylvie Doucet, présidente de l'association.

Plusieurs événements sont prévus en 2024, comme l'organisation d'un run and bike. Parce qu'elles ont toutes été confrontées au cancer de manière directe ou indirecte, ces six femmes ont décidé de s'engager pour mieux prévenir que guérir. Leur participation au Trek Rose Trip 2024 se prépare dès à présent, notamment par la recherche d'entreprises sponsors et mécènes.

Contact : defi.berry-sologne@hotmail.com – 06 19 35 17 05 – FB @defiberrysologne

Émilie Marmion

De Gutenberg à l'impression 3D : il était une fois l'Atelier-Musée de l'Imprimerie

Inauguré en octobre 2018 au Malesherbois, au nord du Loiret, l'Atelier-Musée de l'Imprimerie (AMI) retrace l'histoire de l'imprimerie. Le musée a accueilli 15 000 visiteurs en 2022 et prévoit d'en accueillir entre 15 et 20 000 en 2023.

L'AMI est né d'une initiative de l'association Artegraf réunissant des professionnels et des anciens de l'imprimerie. L'idée de ce musée s'est concrétisée lors de la vente d'une collection d'une centaine de pièces, dont des machines d'imprimerie, qui risquaient d'être éparpillées. Cette collection appartenait à Serge Pozzoli, un historien et collectionneur français mort en 1992.
Le musée possède une exposition permanente de 4 500 m² retraçant l'histoire de l'imprimerie, de Gutenberg à l'impression 3D. Le musée retrace également l'histoire et la fabrique du papier, l'histoire de la presse et des médias, de la typographie, la lithographie, l'héliogravure, la flexographie, la sérigraphie... Et si vous ne connaissez pas le sens de tous ces termes techniques, rendez-vous au musée pour mieux les appréhender !

Un public familial, scolaire et professionnel

L'AMI compte également deux espaces d'expositions temporaires et un atelier-école accueillant des artistes et des écoles spécialisées. L'auditorium de 300 places offre un décor unique avec, sur ses murs, des livres empilés du sol au plafond, tous ayant appartenus à Jacques Léobold, un libraire parisien et new-yorkais décédé en 2017. Un lieu original pour organiser séminaires ou autres événements.
Le musée est ouvert du mardi au dimanche. L'entrée donne accès à l'exposition permanente et aux expositions temporaires. Un audioguide est inclus dans le billet d'entrée. Des visites guidées et des ateliers de pratique artistique sont organisés tous les jours pendant les vacances scolaires.

Au total, 150 machines sont exposées à l'Atelier-Musée de l'Imprimerie.

La typographie désigne le procédé de composition et d'impression sur des caractères et des clichés en relief.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur *https://a-mi.fr/*

Maxence Yvernault

ELU(E)S
CHEF(FE)S D'ENTREPRISE
REPRÉSENTANT(E)S DE
CORPORATION

Vous souhaitez vous former à la prise de parole en public ?
TV TOURS-VAL DE LOIRE vous accompagne !

PRENEZ MOI EN PHOTO ET DÉCOUVREZ LE MÉDIA TRAINING !

Contactez-nous pour un devis personnalisé
Tel : 02 47 60 63 12
Mail : communication@tvtours.fr

Orange 361 Bouygues 458 SFR 533 Free 908

Gîtes étoilés au cœur du Sud Touraine

Au cœur d'un triangle de charme formé par les villes de Loches, Chédigny et Montrésor, Angélique Claeys propose des gîtes haut de gamme. Le temps de quelques jours, une clientèle de touristes français et étrangers ou une clientèle professionnelle plus locale goûtent au charme du Sud Touraine. Entretien avec la pétillante propriétaire des lieux.

Après une carrière commerciale dans l'univers du recrutement, Angélique Claeys a mûri un beau projet autour du tourisme, sur le territoire dont elle est originaire, le Sud Touraine. *« Le Sud Touraine est un magnifique territoire, souvent méconnu et qui offre pourtant de belles opportunités. Les clients sont d'ailleurs toujours agréablement surpris de ce terroir si riche et si beau »*, dit-elle.
Le premier gîte a ouvert à la location à Chédigny, magnifique cité des roses, en avril 2021, puis le deuxième (un presbytère reconverti en gîte 4 étoiles) en avril 2022 à Beaulieu-Lès-Loches.
Quelques mois plus tard, en janvier 2023, Angélique Claeys se lance dans un nouveau projet : la création d'un gîte vintage. Pour ce nouveau lieu, la pétillante propriétaire a retroussé ses manches et assuré la réalisation des travaux d'isolation, de chauffage et du reste ! Disons que, désormais, la rénovation n'a plus de secret pour elle !

Un gîte, une identité

Chaque maison a son identité propre. *« Le lieu, son histoire, sa localisation me servent de guides pour travailler la décoration. J'ai beaucoup creusé les réseaux sociaux pour construire l'intérieur des hébergements »*, glisse la propriétaire.
Le résultat est, pour chacun des gîtes, à la hauteur des attentes, avec des espaces alliant confort, convivialité et décoration du meilleur goût. Le plus grand des gîtes est le presbytère, avec une capacité de 15 couchages à proximité immédiate de l'église de Beaulieu-Lès-Loches. La bâtisse de caractère a tout pour elle et elle séduit immédiatement ceux qui y pénètrent. La décoration intérieure est raffinée et respecte l'esprit du lieu tout en proposant tout le confort moderne.
De sa vie précédente, Angélique Claeys a hérité de ses compétences en développement commercial. *« Cela me sert aujourd'hui, tout comme mon ancrage sur le territoire,* explique-t-elle. *Je travaille par exemple avec un restaurant local, "Le Concept", basé à Cigogné. Leur cuisine française offre à nos hôtes une variété de plats délicieux et fraîchement préparés. »*

Angélique Claeys devant le gîte Le Presbytère, à Beaulieu-Lès-Loches.

Le dynamisme du territoire

« Nous avons deux locomotives sur le territoire. La première est le Zoo de Beauval, dont l'entreprise est partenaire (elle fait partie des parrains). C'est grâce à eux que l'on vit. Aussi, quand nos vacanciers vont à Beauval, on reverse un euro par famille. La seconde locomotive est le château de Chenonceau, joyau des châteaux de la Loire. On essaie de participer au maximum aux vies des villages car les Airbnb et les gîtes ne sont pas toujours bien vus », précise la fondatrice de Gîtes Sud Touraine.

La conquête des professionnels

Pour 2024, Angélique Claeys s'est fixé un objectif : développer l'offre de services destinée aux professionnels (entreprises, associations d'entrepreneurs). Tout est prêt pour accueillir cette clientèle nouvelle grâce au travail étroit mené avec les acteurs économiques du territoire pour proposer une offre élargie avec, par exemple, des dégustations de vins ou des balades en mobylettes.

www.gites-sudtouraine.com

Camille Colloch

2023, une bonne année pour le tourisme en région Centre-Val de Loire

Le 25 septembre dernier, la région Centre-Val de Loire et le Comité régional du Tourisme (CRT) Centre-Val de Loire présentaient le bilan de la saison touristique 2023.

« Ce ne sera pas une année record, mais ce sera une bonne année », prévient d'emblée Harold Huwart, vice-président de la région Centre-Val de Loire délégué à l'économie, au tourisme et à l'Europe. L'une des raisons soulevées : la région Centre-Val de Loire est une région avec un tourisme et une gamme de prix abordables. Un tiers de la clientèle est une clientèle de week-end. 2023 consacre le tourisme zen et de nature. La région bénéficie d'une identité forte grâce au vélo et notamment sa véloroute *« La Loire à vélo »*. La fréquentation des itinéraires vélo a augmenté en 2023.

Un tiers de touristes étrangers

La fréquentation des sites touristiques a elle aussi augmenté avec 3,1 millions de visiteurs en 2023, soit 6 % de plus par rapport à 2022 et 9 % de plus par rapport à 2018. *« La saison, et notamment le mois de mai, ont été magnifiques*, se réjouit Chantal Colleu-Dumond, directrice du Domaine de Chaumont-sur-Loire. *La fréquentation en 2022 avait augmenté de 7 % par rapport à 2019 et nous prévoyons une augmentation d'1 % en 2023, soit plus de 500 000 visiteurs sur l'année. Nous avons beaucoup de visiteurs récurrents. »*

À vélos dans les vignes à Vouvray.

« Une vraie dynamique a été retrouvée sur l'accueil des touristes étrangers », explique François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire. *« Deux tiers des touristes sont des nationaux, un tiers sont des étrangers »*, confirme Marc Richet, directeur général du CRT Centre-Val de Loire. *« La région est accessible pour la plupart des étrangers, avec notamment des Anglais, des Belges, des Allemands et des Néerlandais »*, rappelle Laurent Cherrier, gérant du camping Les Saules à Cheverny (41) et président du syndicat régional de l'hôtellerie de plein air.

Maxence Yvernault

Un hôtel derrière la façade classée

Après des années de travaux, l'hôtel qui remplace l'ancien cinéma L'Artistic a ouvert ses portes. Un beau lieu en plein centre-ville d'Orléans, en haut de la rue de la République et à proximité de la gare. Visite avec Caroline Ficheux, responsable hébergement du Novotel Orléans Centre Gare.

Façade classée du nouveau Novotel Orléans Centre Gare.

Enfin ! Il est enfin ouvert ce bel hôtel à la façade classée ! Celui qui donne une troisième vie au 69 boulevard Alexandre-Martin, à Orléans. D'abord épicerie puis cinéma, l'adresse est aujourd'hui un hôtel, vingt ans après que le rideau fut, pour la dernière fois, tombé. C'est l'enseigne Novotel du groupe Accor qui s'y est installée et qui a ouvert le 19 septembre.
Pourquoi un tel délai pour la transformation du bâtiment ? D'abord parce que les investisseurs ont tardé à se manifester, que plusieurs entreprises du BTP ont jeté l'éponge face à la complexité des travaux (une façade classée à conserver mais un bâtiment entier à démolir et des tonnes de gravats à évacuer dans un quartier commerçant face à une ligne de tram, et qu'il a fallu désamianter). Ensuite, parce que les groupes hôteliers intéressés ont changé de stratégie en cours de route et qu'un parking souterrain a été creusé sous l'établissement...
Peu importe… Aujourd'hui, les brouettes et autres barrières de chantier ont laissé place à un hôtel *« chic, moderne et cosy »*, comme le décrit Caroline Ficheux, responsable hébergement.

Rappeler que l'hôtel fut autrefois un cinéma

72 chambres dont certaines avec terrasse, une piscine intérieure à débordement - *« la pièce maîtresse de l'hôtel »* -, un sauna, un patio avec un toit verrière, une salle de séminaire de 60 m² divisibles, un parking souterrain de 27 places… La moquette sombre dans les couloirs et les cages d'escalier rappelle que le lieu fut autrefois un cinéma, quand des photos d'Orléans font référence au Val de Loire dans lequel il est implanté. Le bar-restaurant Mozami attenant sera prochainement repris par un restaurateur orléanais en location-gérance.

L'établissement a ouvert la veille du festival de Loire. *« Nous avons fait le plein dès notre premier week-end ! »* L'occasion pour les équipes de commencer à faire connaître leur établissement. *« Notre localisation en plein centre-ville, à côté de la gare, devrait nous permettre de capter notre clientèle. Notre objectif pour la fin de l'année est que notre hôtel devienne une adresse phare à Orléans. Nous avons déjà des clients qui reviennent ! Alors, certes, nos objectifs sont élevés mais on ne devrait pas avoir de mal à les atteindre au vu de la qualité de la prestation et de la localisation. L'hôtel Novotel Orléans Centre Gare est un beau produit. Nous avons toutes les cartes en main pour faire en sorte que ça fonctionne ! »*

Estelle Cuiry

Une des chambres du nouvel établissement hôtelier orléanais.

Design et décoration soignée !

Noël à Chambord

Du 1er décembre 2023 au 7 janvier 2024

SPECTACLE
Les Trois Mousquetaires
La véritable histoire
du samedi 23 au samedi 6 janvier
(sauf 25 décembre et 1er janvier)

ANIMATIONS, DÉCORATIONS ET MISE EN LUMIÈRE

Entrée gratuite au château jusqu'à 25 ans inclus*

Programme détaillé sur chambord.org

VINCI
107.7

Quand se transformer devient une opportunité

Décideurs et dirigeants,
derrière chaque évolution, chaque transition, il y a l'opportunité de gagner, de grandir, d'oser entreprendre pour réussir. À partir de cette conviction forte, la Banque Populaire Val de France a créé ODIEM. Des conseils et expertises à forte valeur ajoutée pour répondre à tous vos enjeux privés et professionnels, à toutes vos transformations positives.

ODIEM

LE PARTENAIRE DE VOS TRANSFORMATIONS STRATÉGIQUES

BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE

ODIEM est une marque de la Banque Populaire Val de France - Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable.
Siège social : 9 avenue Newton, 78180 Montigny-le-Bretonneux - SIREN 549 800 373 - RCS Versailles. Création : L'Unique Équipe.